



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 9 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1960

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
168

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4120

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας ἐπὶ τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1956 ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ πρωτοκόλλου τῆς 3 Ἀπριλίου 1958.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 8 Σεπτεμβρίου 1960 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν Νόμος ἡ Διεθνὴς Συμφωνία ἐπὶ τοῦ ἐλαιολάδου ἡ ἐν Γενεύῃ τὸ 1956 συναφθεῖσα μετὰ τοῦ Α παραρτήματος αὐτῆς, ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ἐν Γενεύῃ τὴν 3ην Ἀπριλίου 1958 ὑπογραφέντος πρωτοκόλλου, εἰς τὴν προσεχώρησεν ἡ Ἑλλάς διὰ δηλώσεως κατατεθείσης παρὰ τῇ Γενικῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὴν 1—8—1958 καὶ ἥς τὸ κείμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ Πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἄρθρον Δεύτερον.

Πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς χώρας εἰς τὴν ὡς ἄνω κυρουμένην Διεθνή Συμφωνίαν, ἀναγράφεται εἰς τὸν προϋπολογισμὸν ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας ἀπὸ τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1959 ἡ ἀναγκαία πίστωσις ὑπὸ ἴδιον κεφάλαιον καὶ ἄρθρον.

Ἐν τῇ Ἑλληνικῇ Βασ. Πρεσβείᾳ Βιέννης τῇ 9 Ὀκτωβρίου 1960.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Κ. ΚΑΛΛΙΑΣ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Γ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Α. ΔΕΡΤΙΑΝΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΔΗΜΗΤΡΑΤΟΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Ε. ΚΑΛΑΝΤΖΗΣ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Δ. ΘΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ, Τ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Ὀκτωβρίου 1960.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝ. ΚΑΛΛΙΑΣ

ACCORD

International sur l'Huile d'Olive, 1956 modifié par le protocole du 3 Avril 1958.

Les Gouvernements parties au présent Accord sont convenus de ce qui suit :

Chapitre Premier.

Objectifs généraux

Article Premier

Le présent Accord a pour but :

1. D'assurer entre les pays producteurs et exportateurs d'huile d'olive une concurrence loyale, et aux consommateurs la livraison d'une marchandise conforme aux termes des contrats passés;

2. De réduire les inconvénients qui tiennent aux fluctuations des disponibilités sur le marché, sans gêner l'évolution à long terme de la demande ni de la productivité.

Chapitre II.

Membres

Article 2

L'Accord est ouvert aux Gouvernements de tous les pays qui s'estiment intéressés à la production ou à la consommation de l'huile d'olive.

Chapitre III.

Définitions

Article 3

1. Le «Conseil» désigne le Conseil oléicole institué en vertu de l'article 21 du présent Accord.

2. Le «Comité exécutif» désigne le Comité institué dans les conditions définies à l'article 31 du présent Accord.

3. La «campagne oléicole» désigne la période allant du 1er octobre de chaque année au 30 septembre de l'année suivante.

4. Par «Gouvernement d'un pays principalement producteur» on entend un Gouvernement participant dont le territoire ou les territoires, métropolitains, sous dépendance ou autonomes, pris dans leur ensemble, ont produit en moyenne, au cours des campagnes oléicoles 1949)1950 à 1954)1955, une quantité d'huile d'olive plus grande que leurs importations annuelles moyennes d'huile d'olive au cours de la période 1951 à 1954.

5. Par «Gouvernement d'un pays principalement importateur» on entend un Gouvernement participant dont le territoire ou les territoires, métropolitains, sous dépendance ou autonomes, pris dans leur ensemble, ont produit en moyenne, au cours des campagnes oléicoles 1949)1950 à 1954)1955, une quantité d'huile d'olive inférieure à leurs importations annuelles moyennes d'huile d'olive au cours de la période 1951 à 1954.

Chapitre IV.

Engagements Généraux des Gouvernements Participants

Article 4

Programme d'aménagements économiques

Chaque Gouvernement participant s'engage à ne prendre aucune mesure allant à l'encontre des obligations contractées aux termes du présent Accord et des objectifs généraux définis à l'article premier.

Article 5

Mesures destinées à favoriser le développement des échanges et de la consommation en huile d'olive

Chaque Gouvernement participant s'engage à prendre les mesures qu'il estime appropriées pour faciliter les échanges et développer la consommation de l'huile

d'olive. Il s'engage également à ne pas imposer de restrictions à la production de l'huile d'olive.

Article 6

Maintien de conditions de travail équitables

Les Gouvernements participants déclarent qu'en vue d'élever le niveau de vie des populations et d'éviter l'introduction de pratiques de concurrence déloyale dans le commerce mondial de l'huile d'olive, ils s'efforceront de maintenir des normes de travail équitables dans toutes les activités oléicoles ou dérivées de l'oléiculture.

Article 7

Informations et documentation

Les Gouvernements participants s'engagent à rendre disponibles et à fournir toutes les statistiques et informations nécessaires au Conseil pour permettre à celui-ci de remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord et, notamment, toutes les indications utiles à l'établissement du bilan oléicole et à la connaissance de la politique nationale oléicole des Gouvernements participants.

Chapitre V.

Appellations d'origine et dénominations Internationales des huiles d'olive

Article 8

1. La dénomination «huile d'olive» est réservée à l'huile obtenue exclusivement de l'olive, sans mélange avec une huile provenant d'un autre fruit ou graine oléagineuse.

2. Les Gouvernements des pays participants s'engagent à supprimer, sur leur territoire, dans un délai maximum de deux ans à partir de la ratification du présent Accord, au besoin par la législation propre à chaque pays, tout emploi de la dénomination «huile d'olive» seule ou combinée avec d'autres mots, qui n'est pas en conformité du présent article.

Article 9

1. Pour le commerce international, les dénominations des huiles d'olive de différentes qualités sont données dans l'annexe A au présent Accord, qui précise pour chaque dénomination la définition caractéristique correspondante.

2. Ces dénominations doivent obligatoirement être employées pour chaque qualité d'huile d'olive et figurer en caractères très lisibles sur tous les emballages.

Article 10

1. Les Gouvernements des pays participants s'engagent à prendre toutes les mesures qui, dans la forme requise par leur législation intérieure, assurent l'application des principes et dispositions fixés par les articles 8, 9, 11 et 12 du présent Accord.

2. Ils s'engagent notamment à prohiber et à réprimer l'emploi sur leurs territoires, aux fins des échanges internationaux, d'appellations d'origine et dénominations des huiles d'olives contraires à ces principes. Cet engagement vise toutes mentions apposées sur les emballages, factures, lettres de voiture et papiers de commerce, ainsi que dans la publicité, marques, noms enregistrés et illustrations se rapportant à la commercialisation internationale des huiles d'olives, en tant que ces mentions pourraient constituer de fausses indications ou pourraient prêter à confusion sur l'origine ou la qualité des huiles d'olives.

Article 11

1. Les appellations d'origine lorsqu'elles sont données, ne pourront s'appliquer qu'à des huiles d'olive

vierges, provenant exclusivement du pays, de la région ou de la localité mentionnés par ces appellations.

2. Les mélanges d'huiles d'olive, et quelle que soit leur origine, ne pourront bénéficier que de l'indication de provenance du pays exportateur. Cependant, lorsque les huiles auront été conditionnées et exportées du pays fournissant les huiles vierges entrant dans le mélange, elles pourront être identifiées par l'appellation géographique d'origine de l'huile d'olive vierge entrant dans la composition du dit mélange. Lorsqu'il sera fait état de l'appellation générique «Riviera», notoirement connue dans le commerce international de l'huile d'olive pour des mélanges d'huile d'olive vierge et de raffinée de vierge, cette appellation devra obligatoirement être précédée du mot «type». Le mot «type» devra figurer sur tous les contenants en caractères typographiques de même dimension et de même présentation que le mot «Riviera».

Article 12.

1. En ce qui concerne les appellations d'origine, les contestations suscitées par l'interprétation des clauses du présent chapitre de l'Accord ou par les difficultés d'application qui n'auraient pas été résolues par voie de négociations directes seront examinées par le Conseil.

2. Le Conseil procédera à un essai de conciliation, après consultation de la Fédération internationale d'oléiculture, d'une organisation, professionnelle qualifiée de pays principalement importateur et, s'il estime opportun, après consultation de la Chambre de commerce international et du Bureau international permanent de chimie analytique; en cas d'insuccès et après que tous les moyens auront été mis en oeuvre pour arriver à un accord, les Gouvernements des pays participants intéressés auront le droit de recourir en dernière instance à la Cour internationale de Justice.

Chapitre VI.

Propagande Mondiale en faveur de l'huile d'olive

Article 13.

Programmes de propagande

1. Les Gouvernements participants s'engagent à entreprendre en commun une action de propagande générale en faveur de l'huile d'olive, en vue d'augmenter la consommation de cette denrée dans le monde, en se fondant sur l'utilisation de la dénomination «huile d'olive», telle qu'elle est définie au paragraphe 1 de l'article 8 du présent Accord.

2. La dite action sera entreprise sous la forme d'une campagne éducative et publicitaire portant sur la saveur, l'odeur et la couleur ainsi que sur les propriétés nutritives, thérapeutiques et autres de l'huile d'olive, à l'exclusion de toute indication de qualité, d'origine et de provenance.

Article 14.

Les programmes généraux et partiels de la propagande à entreprendre en vertu de l'article 13 ci-dessus sont arrêtés par le Conseil, après consultation des organismes et institutions appropriés, en fonction des ressources qui sont mises à sa disposition à cet effet.

Article 15.

Le Conseil est chargé d'administrer les ressources affectées à la propagande commune. Il établit chaque année en annexe à son propre budget un état prévisionnel des recettes et des dépenses destinées à cette propagande.

Article 16.

Fonds de Propagande

1. Les Gouvernements participants des pays prin-

cipalement producteurs s'engagent à mettre à la disposition du Conseil, pour chaque campagne oléicole, en vue de la propagande commune, une somme à fixer annuellement par le Conseil. Cette somme ne devra pas être inférieure à l'équivalent de 300.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique et sera payable en cette devise. Toutefois, le Conseil pourra décider dans quelle proportion chaque Gouvernement pourra verser sa contribution dans d'autres devises. Les contributions seront couvertes :

a) A raison de 90 pour 100 en fonction de la moyenne des exportations d'huile d'olive de chaque pays principalement producteur vers les pays principalement importateurs durant les quatre dernières années oléicoles ayant précédé l'entrée en vigueur de l'Accord. Ne sont pas considérés comme exportations, pour l'application du présent article, les échanges dans un sens ou dans l'autre entre la métropole et les territoires dépendants ou autonomes dont elle assure la représentation internationale ;

b) A raison de 10 pour 100 en fonction de la moyenne des productions d'huile d'olive de chaque pays principalement producteur durant la même période.

Aux fins du calcul de la contribution de chaque pays, le terme «huile d'olive» s'entendra au sens qu'il a au paragraphe 1 de l'article 8 du présent Accord, exception faite des huiles industrielles.

2. A l'expiration de l'Accord, et sauf renouvellement de celui-ci, les fonds éventuellement inutilisés pour la propagande seront reversés aux Gouvernements participants au prorata du total de leurs contributions à cette propagande pendant la durée de l'Accord.

Article 17

L'exécution technique des programmes de propagande peut être confiée par le Conseil à l'organisme spécialisé de son choix, représentatif des activités oléicoles, notamment la Fédération internationale d'oléiculture.

Article 18

Le Conseil est habilité à recevoir des dons de Gouvernements ou d'origine publique ou privée pour la propagande commune.

Chapitre VII.

Mesures Economiques

Article 19.

1. Le Conseil doit au début de chaque campagne, procéder à un examen détaillé des bilans oléicoles et à une estimation globale des ressources et des besoins en huile d'olive, à partir des informations fournies par chaque Gouvernement participant, en conformité de l'article 7 du présent Accord, de la documentation statistique détenue par le Conseil et de tous autres renseignements recueillis directement par lui.

2. Le Conseil procédera à un nouvel examen du bilan des ressources et des besoins :

a) Chaque année, après la récolte, et, au plus tard, le 30 avril;

b) Chaque fois qu'une modification notable de la situation en fera apparaître le besoin.

3. Sur la base des conclusions auxquelles il sera parvenu après examen des bilans oléicoles de chaque pays et estimation du bilan global des ressources et besoins, le Conseil soumettra aux Gouvernements participants à l'Accord, en vue de la normalisation du marché oléicole, les recommandations qu'il jugera appropriées.

Article 20

Dans le cadre des objectifs généraux définis à l'article premier du présent Accord et de la normalisation

du marché de l'huile d'olive et en vue de pallier les déséquilibres entre l'offre et la demande internationales provenant de l'irrégularité des récoltes, le Conseil étudiera dès son installation et proposera dès que possible **aux Gouvernements participants** toutes mesures d'ordre économique, financier et technique, y compris l'institution d'un Fonds oléicole international.

Chapitre VIII.

Administration

Article 21

Conseil

Il est institué un Conseil oléicole chargé d'administrer le présent Accord.

Article 22

Fonctions du Conseil

1. Dans le cadre des fonctions d'administration qui lui incombent aux termes de l'Accord et indépendamment de ses attributions particulières tant en ce qui concerne le Fonds commun de propagande qu'éventuellement le Fonds oléicole international, le Conseil est chargé de promouvoir l'action de régularisation et d'expansion de l'économie oléicole mondiale par tous encouragements en son pouvoir dans l'ordre de la production, des échanges et de la consommation.

2. Le Conseil examine les moyens d'assurer une augmentation convenable de la consommation d'huile d'olive. Il est notamment chargé de faire aux Gouvernements participants toutes recommandations utiles concernant l'adoption d'un contrat type international, le fonctionnement de Bureaux d'arbitrage internationaux, l'unification des normes physiques et chimiques de l'huile d'olive, ainsi que l'unification des méthodes d'analyse de l'huile d'olive.

3. Le Conseil est chargé d'entreprendre la rédaction d'un code des usages loyaux et constants du commerce international de l'huile d'olive, notamment en matière de tolérance. Il peut également entreprendre des études sur les questions concernant l'huile d'olive, la régularisation du marché oléicole et son expansion.

4. En outre, le Conseil est autorisé à entreprendre ou à faire entreprendre d'autres travaux, notamment la recherche de renseignements détaillés se rapportant à une aide spéciale sous différentes formes aux activités oléicoles, afin de pouvoir formuler toutes suggestions qu'il estime appropriées quant aux objectifs d'ensemble énumérés à l'article premier et aux problèmes concernant l'huile d'olive. Toutes ces études doivent se rapporter au plus grand nombre possible de pays et tenir compte des conditions générales sociales et économiques des pays intéressés.

5. Les études entreprises en vertu des paragraphes 3 et 4 du présent article sont effectuées conformément aux directives éventuelles du Conseil, qui pourra, à cette fin, utiliser au besoin les services de la Fédération internationale d'oléiculture, considérée comme organisation internationale technique spécialisée non gouvernementale.

6. Les Gouvernements participants conviennent de faire part au Conseil des conclusions auxquelles les aura conduits l'examen des recommandations et des suggestions mentionnées au présent article.

Article 23

1. Le Conseil établit un règlement intérieur conforme aux dispositions du présent Accord. Il tient la documentation qui lui est nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, ainsi que toute autre documentation qu'il juge souhai-

table. En cas de conflit entre le règlement intérieur ainsi adopté et les dispositions du présent Accord, l'Accord prévaut.

2. Le Conseil établit, prépare et publie tous rapports, études, graphiques, analyses et autres documents qu'il peut juger désirables et utiles.

3. Le Conseil publie, au moins une fois par an, un rapport sur ses activités et sur le fonctionnement du présent Accord.

4. Le Conseil peut déléguer au Comité exécutif constitué dans les conditions spécifiées à l'article 31 l'exercice de chacun de ses pouvoirs et de chacune de ses fonctions autres que celles d'administration du Fonds commun de propagande et éventuellement du Fonds oléicole international. Le Conseil peut, à tout moment, révoquer cette délégation de pouvoirs.

5. Le Conseil peut nommer les comités spéciaux qu'il juge désirables en vue de l'assister dans l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord.

6. Le Conseil exerce toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Accord.

Article 24

Composition du Conseil

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, chaque Gouvernement participant est membre du Conseil avec droit de vote. Il a le droit de se faire représenter au Conseil par un délégué et il peut désigner des suppléants. Le délégué et les suppléants peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par des conseillers dans la mesure où chaque Gouvernement participant l'estime nécessaire.

2. Si un Gouvernement participant d'un pays principalement intéressé à l'importation ou à la consommation d'huile d'olive assure la représentation internationale d'un ou de plusieurs territoires dépendants ou autonomes principalement intéressés à la production ou à l'exportation d'huile d'olive, ou vice versa, ce Gouvernement a droit au sein du Conseil soit à une représentation commune avec les territoires dépendants ou autonomes dont il assure la représentation internationale, soit, s'il le désire, à une représentation distincte du ou des territoires définis ci-dessus.

3. Le Conseil élit un Président qui n'a pas le droit de vote et qui demeure en fonction pendant une campagne oléicole. Le Président n'est pas rétribué; il est choisi parmi les membres des délégations des pays participants. Dans le cas où le Président est un délégué votant, un autre membre de la délégation de son pays exercera à sa place le droit de vote.

4. Le Conseil élit également un Vice-Président parmi les membres de délégations des pays participants. Le Vice-Président demeure en fonction pendant une campagne oléicole et n'est pas rétribué.

5. Le Conseil a, sur le territoire de chaque pays participant, et pour autant que le permet la législation de celui-ci, la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

Article 25

Réunions du Conseil

1. Le Conseil détermine le lieu de son siège. Il y tient ses réunions, à moins qu'il ne décide de tenir exceptionnellement une réunion particulière en un autre lieu.

2. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an. En outre, il peut également être convoqué à tout moment à la discrétion de son Président.

3. Le Président convoque aussi le Conseil si la demande en est faite par : cinq gouvernements participants, ou un ou plusieurs gouvernements participants détenant au moins 10 pour 100 du total des voix, ou le Comité exécutif.

4. Le Président doit annoncer chaque réunion convoquée comme il est prévu aux paragraphes 2 et 3 du présent article sept jours au moins avant la date à laquelle elle doit se tenir.

Article 26.

Les représentants détenant deux tiers des voix des pays principalement producteurs et deux tiers des voix des pays principalement importateurs constitueront ensemble quorum à toute réunion du Conseil. Cependant, si ce quorum n'est pas atteint le jour fixé pour une réunion du Conseil convoquée conformément à l'article 25 ci-dessus, ladite réunion se tiendra trois jours plus tard et la présence de représentants détenant 50 pour 100 au moins du total des voix des Gouvernements participants constituera alors le quorum.

Article 27.

Le Conseil peut prendre des décisions sans tenir de réunion, par un échange de correspondance entre le Président et les Gouvernements participants, sous réserve qu'aucun Gouvernement participant ne fasse objection à cette procédure. Toute décision ainsi prise est communiquée le plus rapidement possible à tous les Gouvernements participants, et elle est consignée au procès-verbal de la réunion suivante du Conseil.

Article 28.

1. Les Gouvernements parties au présent Accord sont répartis en deux groupes : celui des pays principalement producteurs et celui des pays principalement importateurs.

2. Les Gouvernements des pays principalement producteurs disposent au Conseil d'une voix par millier de tonnes métriques d'huile d'olive produite en moyenne par campagne pendant la période 1949-1950 à 1954-1955, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.

3. Les Gouvernements des pays principalement importateurs disposent au Conseil d'un nombre de voix égal à 25 pour 100 du nombre de voix attribuées aux Gouvernements des pays principalement producteurs. Ces voix sont réparties entre eux en proportion de la moyenne de leurs importations pendant les années 1951 à 1954, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.

4. Il n'y aura pas de fraction de voix.

5. Si un Gouvernement participant déclare se prévaloir des dispositions du paragraphe 2 de l'article 24 pour demander la représentation séparée d'un ou de plusieurs territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale, ce ou ces territoires sont classés dans le groupe correspondant à leur principale activité oléicole, sans que le nombre des voix dont disposent au total les Gouvernements participants et leurs territoires représentés séparément puisse être modifié de ce fait.

Article 29.

1. Le Conseil déterminera lors de sa première session le nombre de voix revenant à chaque Gouvernement participant conformément aux dispositions de l'article 28 ci-dessus.

2. Par la suite, le Conseil rajustera ou redistribuera les voix attribuées aux Gouvernements participants :

- a) Lorsqu'un Gouvernement accède au présent Accord ;
- b) Lorsqu'un Gouvernement se retire de l'Accord ;
- c) Dans les circonstances prévues au paragraphe 2 de l'article 24 et à l'article 41.

Article 30.

1. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

2. Le Gouvernement participant d'un pays principalement producteur peut autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement producteur, et le Gouvernement d'un pays principalement importateur autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être soumise au Conseil sous une forme considérée par celui-ci comme satisfaisante. Toutefois, le délégué votant d'un pays principalement producteur ne peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote que d'un seul pays principalement producteur. Par contre, le délégué votant d'un pays principalement importateur peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote de plusieurs pays principalement importateurs.

Article 31.

Comité exécutif

1. Si le Conseil compte au moins dix-huit membres, il désigne un Comité exécutif composé de représentants des Gouvernements de sept pays principalement producteurs participant à l'Accord, dont cinq ayant les productions d'huile d'olive les plus élevées, et de représentants des Gouvernements de cinq pays principalement importateurs participant à l'Accord, dont deux réalisant les importations d'huile d'olive les plus élevées.

2. Si le Conseil compte moins de dix-huit membres, il peut désigner un Comité exécutif, composé, dans la proportion de trois cinquièmes et de deux cinquièmes, de représentants des Gouvernements de pays participants principalement producteurs et de pays participants principalement importateurs.

3. Les membres du Comité exécutif sont désignés pour une campagne oléicole au sein de chacun des groupes. Ils sont rééligibles.

4. Le Comité exécutif exerce tels pouvoirs et telles fonctions du Conseil que celui-ci lui aura délégués aux termes du paragraphe 4 de l'article 23.

5. Le Président du Conseil est ipso facto Président du Comité exécutif. Il n'a pas le droit de vote.

6. Le Comité établit son règlement intérieur, sous réserve de l'approbation du Conseil.

7. Chaque membre du Comité exécutif dispose d'une voix. Au Comité, les décisions, sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

8. Tout Gouvernement participant a le droit de faire appel au Conseil, dans les conditions que celui-ci peut déterminer, de toute décision du Comité exécutif, et la décision du Comité exécutif est suspendue jusqu'au moment où est connue l'issue de l'appel. Dans la mesure où la décision du Conseil ne concorde pas avec la décision du Comité exécutif, cette dernière est modifiée à compter de la date à laquelle intervient la décision du Conseil.

Article 32.

Secrétariat

1. Le Conseil sera doté d'un Secrétariat composé d'un Directeur et du personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil et de ses Comités. Le Conseil désignera le Directeur et en fixera les attributions. Les membres du personnel seront nommés conformément à des règles qu'établira le Conseil ; il leur sera interdit d'exercer des fonctions autres que celles de l'organisation ou d'accepter d'autres emplois. Le Directeur soumettra au Conseil, en vue d'obtenir son approbation, les conditions d'emploi de tout autre personnel qu'il recruterait à titre auxiliaire.

2. Il sera fixé comme condition à l'emploi du Directeur et du personnel du Secrétariat qu'ils ne possèdent aucun intérêt commercial ou financier dans l'une quelconque des diverses branches de l'industrie oléicole ou dans d'autres activités associées à cette industrie, ou qu'ils renoncent à ces intérêts.

3. Les fonctions du Directeur et des membres du Secrétariat auront un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun Gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'organisation. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur statut de fonctionnaires internationaux.

4. Les Gouvernements participants respecteront le caractère international des fonctions des membres du Secrétariat et ne chercheront pas à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

CHAPITRE IX.

Dispositions Financières

Article 33.

1. Les dépenses des délégations au Conseil et des membres du Comité exécutif sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs. Les autres dépenses nécessaires à l'administration du présent Accord, y compris les rémunérations versées par le Conseil, sont couvertes par voie de cotisations annuelles des Gouvernements participants. La cotisation de chaque Gouvernement de pays principalement producteur participant pour chaque campagne oléicole est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette campagne est adopté; la cotisation des pays principalement importateurs sera fixée par accord spécial entre chacun d'eux et le Conseil, compte tenu de leur importance dans l'économie oléicole.

2. Au cours de sa première réunion, le Conseil approuve un budget provisoire et détermine le montant de la cotisation à verser pour la première campagne oléicole par chaque Gouvernement participant.

3. Au cours de chaque année, le Conseil vote son budget pour la campagne oléicole suivante et détermine le montant de la cotisation à verser par chaque Gouvernement participant pour ladite campagne.

4. La cotisation initiale de tout Gouvernement participant accédant au présent Accord en vertu de l'article 36 est fixée par le Conseil sur la base du nombre de voix attribuées audit pays et de la fraction de l'année restant à courir jusqu'à la fin de la campagne oléicole en cours. Cependant, les cotisations fixées pour les autres Gouvernements participants pour la campagne oléicole en cours ne sont pas modifiées.

5. Les cotisations prévues au présent article sont exigibles au début de chaque campagne oléicole pour laquelle ces cotisations ont été fixées et elles sont payables dans la monnaie du pays où se trouve le siège du Conseil. Tout Gouvernement participant qui n'a pas versé sa cotisation lors de la session du Conseil qui suit la fin de la campagne oléicole pour laquelle cette cotisation a été fixée est suspendu de son droit de vote jusqu'à ce que sa cotisation ait été acquittée; toutefois, sauf par un vote du Conseil, il n'est privé d'aucun de ses autres droits, ni relevé d'aucune de ses obligations résultant du présent Accord.

6. Le Gouvernement du pays où se trouve le siège du Conseil doit exempter d'impôts, pour autant que le permet sa législation, les fonds du Conseil et les rémunérations versées par le Conseil à son personnel.

7. Au début de chaque campagne oléicole, le Conseil publie un état certifié de ses recettes et de ses dépenses au cours de la campagne oléicole précédente.

8. En cas de dissolution, le Conseil prendra les mesures nécessaires au règlement de son passif, au dépôt de ses archives et à l'affectation de l'actif existant à la date d'expiration du présent Accord.

CHAPITRE X.

Coopération avec d'autres organismes

Article 34.

Le Conseil peut prendre tous arrangements en vue de consulter l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que les institutions et organismes appropriés gouvernementaux ou non gouvernemen'aux et de coopérer avec eux. Il peut aussi prendre toutes dispositions qu'il estime convenables pour permettre aux représentants de ces organisations d'assister à ses réunions.

CHAPITRE XI.

Contestations et Reclamations

Article 35.

1. Toute contestation, autre que celles visées à l'article 12, relative à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, qui n'est pas réglée par voie de négociations, est, à la demande d'un Gouvernement participant à l'Accord et partie au différend, déferée au Conseil pour décision, après avis, le cas échéant, d'une commission consultative dont la composition sera fixée par le règlement intérieur du Conseil.

2. L'opinion motivée de la Commission consultative est soumise au Conseil, qui tranche le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'informations utiles.

3. Une plainte selon laquelle un Gouvernement participant n'aurait pas rempli les obligations imposées par le présent Accord est, sur la demande du Gouvernement participant auteur de la plainte, déferée au Conseil, qui prend une décision en la matière.

4. Un Gouvernement participant peut être reconnu coupable de manquements au présent Accord par un vote du Conseil.

5. Si le Conseil constate qu'un Gouvernement participant s'est rendu coupable d'un manquement au présent Accord, il peut appliquer à ce Gouvernement des sanctions qui peuvent aller d'un simple avertissement à la suspension du droit de vote du Gouvernement en question, jusqu'à ce que celui-ci se soit acquitté de ses obligations, ou bien exclure ce Gouvernement de l'Accord.

CHAPITRE XII.

Signature, Acceptation, Entrée en Vigueur et Adhésion

Article 36

1. Le présent Accord sera ouvert jusqu'au 1^{er} août 1958 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à la signature des Gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive.

2. Le présent Accord sera soumis à ratification ou acceptation par les Gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle respective, et les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

3. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion de tout Etat invité à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Après l'entrée en vigueur dudit Accord, le Conseil pourra accepter l'adhésion de tout autre Etat Membre de l'Organisation

des Nations Unies ou de l' Organisation des Nations Unies pour l' alimentation et l' agriculture, sous réserve que les conditions de cette adhésion aient été préalablement déterminées d' un commun accord par le Conseil et l' Etat intéressé.

4. Un Gouvernement devient partie au présent Accord à compter de la date à laquelle il a déposé l' instrument de ratification, d' acceptation ou d' adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

5. Le présent Accord entrera en vigueur le jour où les Gouvernements des cinq principaux pays producteurs et les Gouvernements d' au moins deux pays principalement importateurs l' auront ratifié ou y auront adhéré, mais pas avant le 1er octobre 1958 ni après le 1er octobre 1959; toutefois, dans le cas où seuls les Gouvernements de quatre des cinq principaux pays producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs l' auraient ratifié ou y auraient adhéré, tous les Gouvernements qui l' auraient ratifié ou auraient adhéré pourront décider d' un commun accord qu' il entrera en vigueur entre eux. Aux fins du présent paragraphe, l' engagement pris par un Gouvernement de s' efforcer d' obtenir aussi rapidement que possible, selon sa procédure constitutionnelle, la ratification ou l' adhésion, sera considéré comme équivalant à la ratification ou à l' adhésion.

6. Le Conseil peut déterminer les conditions auxquelles les Gouvernements qui n' auront pas ratifié ou accepté le présent Accord ou qui n' y auront pas adhéré avant son entrée en vigueur mais qui auront fait connaître leur intention d' obtenir aussi rapidement que possible une décision de ratification, d' acceptation ou d' adhésion, pourront, s' ils le souhaitent, prendre part aux travaux du Conseil en qualité d' observateurs n' ayant pas droit au vote.

7. Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera aux Gouvernements participants toute signature, ratification ou acceptation du présent Accord ou adhésion à ce dernier et informera les Gouvernements participants de toutes réserves ou conditions y afférentes.

CHAPITRE XIII.

Durée, Amendement, Suspension, Retrait, Expiration, Renouvellement.

Article 37.

1. Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu' à la fin de la quatrième campagne oléicole qui suivra sa mise en application.

2. La Conseil adressera aux Gouvernements participants, au moment qu' il jugera opportun, ses recommandations concernant le renouvellement ou le remplacement du présent Accord.

Article 38.

1. En cas de circonstances qui, de l' avis du Conseil, entravent ou menacent d' entraver le fonctionnement du présent Accord, de Conseil peut recommander aux Gouvernements participants un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe le délai dans lequel chaque Gouvernement participant doit notifier au Secrétaire général des Nations Unies s' il accepte ou non un amendement recommandé en vertu de paragraphe 1 du présent article.

3. Si, avant la fin du délai fixé conformément au paragraphe 2 du présent article, tous les Gouvernements participants acceptent un amendement celui-ci entre en vigueur immédiatement après réception par le Secrétaire général des Nations Unies de la dernière acceptation. Le Secrétaire général en avise immédiatement le Conseil.

4. Si, à la fin du délai fixé conformément au paragraphe 2 du présent article, un amendement n' est pas accepté par les Gouvernements participants détenant deux tiers des voix, cet amendement n' entre pas en vigueur.

5. Si à la fin du délai fixé conformément au paragraphe 2 du présent article, un amendement est accepté par les Gouvernements des pays participants détenant deux tiers des voix, mais non par les Gouvernements de tous les pays participants :

a) L' amendement entre en vigueur pour les Gouvernements participants ayant notifié leur acceptation aux termes du paragraphe 2 du présent article au commencement de la campagne oléicole qui suit la fin du délai fixé, conformément aux dispositions de ce paragraphe ;

b) Le Conseil décide sans délai si l' amendement est d' une nature telle que les Gouvernements participants qui ne l' acceptent pas doivent être suspendus du présent Accord à dater du jour où cet amendement entre en vigueur aux termes de l' alinéa a) ci-dessus, et en informe tous les Gouvernements participants. Si le Conseil décide que l' amendement est de telle nature, les Gouvernements participants qui ne l' ont pas accepté informent le Conseil avant la date à laquelle l' amendement doit entrer en vigueur aux termes de l' alinéa a) ci-dessus, s' ils continuent à considérer cet amendement comme inacceptable ; les Gouvernements participants qui en ont jugé ainsi et ceux qui n' ont pas fait connaître leur décision sont automatiquement suspendus du présent Accord à partir de la date de l' entrée en vigueur de l' amendement. Toutefois, si l' un de ces Gouvernements participants prouve au Conseil qu' il a été empêché d' accepter l' amendement avant l' entrée en vigueur de celui-ci, aux termes de l' alinéa a) ci-dessus, en raison de difficultés d' ordre constitutionnel indépendantes de sa volonté, le Conseil peut ajourner la mesure de suspension jusqu' à ce que ces difficultés aient été surmontées et que le Gouvernement participant ait notifié sa décision au Conseil.

6. Le Conseil détermine les règles selon lesquelles est réintégré un Gouvernement participant suspendu aux termes de l' alinéa b) du paragraphe 5 du présent article ainsi que les règles nécessaires à la mise en application des dispositions de cet article.

Article 39

1. Si un Gouvernement participant s' estime gravement lésé dans ses intérêts du fait qu' un Gouvernement signataire ne ratifie pas ou n' accepte pas le présent Accord, ou en raison de conditions ou réserves mises à une signature, à une ratification ou à une acceptation, il le notifie au Secrétaire général des Nations Unies. Dès la réception de cette notification, le Secrétaire général en informe le Conseil, qui examine la question soit à sa première réunion, soit à une de ses réunions ultérieures tenue dans le délai d' un mois au plus après la réception de la notification. Si, après l' examen de la question par le Conseil, le Gouvernement participant continue à considérer que ses intérêts sont gravement lésés, il peut se retirer de l' Accord en notifiant son retrait au Secrétaire général des Nations Unies dans un délai de trente jours après la notification de la décision du Conseil.

2. La procédure prévue au paragraphe 1 du présent article s' applique dans les cas suivants :

a) Lorsqu' un Gouvernement participant déclare que des raisons indépendantes de sa volonté l' empêchent de remplir les obligations contractées aux termes du présent Accord ;

b) Lorsqu' un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans l' Accord sont dangereusement affectés par le retrait d' un autre Gouvernement participant, ou par le retrait, notifié aux termes du paragraphe 2 de l' article 41, de tout ou partie des territoires non métropolitains que représente un autre Gouvernement participant, ou par le retrait de certains desdits territoires;

c) Lorsqu' un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans l' Accord sont gravement lésés par une mesure prise par un autre Gouvernement participant, si ladite mesure n' est pas rapportée ou modifiée conformément aux recommandations que le Conseil, saisi d' une réclamation, aura formulées à ce sujet;

d) Lorsqu' un Gouvernement participant considère, contrairement à une décision du Conseil prise aux termes de l' alinéa b) du paragraphe 5 de l' article 38, qu' un amendement est de nature à justifier son retrait.

3. Un Gouvernement participant peut, sur notification au Secrétaire général des Nations Unies, se retirer de l' Accord s' il est engagé dans des hostilités.

4. Tout retrait effectué en conformité des dispositions contenues dans les alinéas b), c) et d) du paragraphe 2 du présent article doit être notifié au Secrétaire général des Nations Unies. Il prend effet deux mois avant le commencement de la campagne suivante.

5. Tout retrait notifié en conformité avec l' alinéa a) du paragraphe 2 ou avec le paragraphe 3 du présent article entrera en vigueur à partir de la date de réception d' une telle notification par le Secrétaire général des Nations Unies.

Article 40.

Le Secrétaire général des Nations Unies informe sans tarder tous les Gouvernements participants de toute notification de retraits qui ont été portés à sa connaissance aux termes de l' article 39 du présent Accord.

CHAPITRE XIV.

Application Territoriale

Article 41

1. Tout Gouvernement peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation du présent Accord, ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification au Secrétaire général des Nations Unies que l' Accord s' étend à tout ou partie des territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale, et l' Accord s' applique dès réception de cette notification aux territoires qui y sont mentionnés.

2. Conformément aux dispositions de l' article 39 relatives au retrait tout Gouvernement participant peut notifier au Secrétaire général des Nations Unies le retrait séparé du présent Accord de tous les terri-

toires non métropolitains ou de l' un quelconque des territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale.

3. Le Secrétaire général informera les Gouvernements participants de telles adhésions ou de tels retraits.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord aux dates en regard de leur signature.

Les textes du présent Accord en langues anglaise, espagnole et française font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du secrétaire général des Nations Unies, qui en transmet des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires ou adhérents.

ANNEXE A

Dénominations et Définitions des Huiles d'Olive. pour le Commerce International

1. Huiles d'olive vierges : huiles d'olive obtenues par des procédés mécaniques à l'exclusion de tout mélange avec d'autres huiles d'autre nature ou obtenues de façon différente. Elles sont classées comme suit :

a) Extra : huile d'olive de goût parfaitement irréprochable et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 1 gramme pour 100 grammes.

b) Fine : huile d'olive remplissant les conditions des extra-sauf en ce qui concerne l'acidité exprimée en acide oléique, qui devra être au maximum de 1,5 gramme pour 100 grammes.

c) Courante : huile d'olive légèrement défectueuse de goût et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 3 grammes pour 100 grammes, avec tolérance de 10 pour 100 sur celle exprimée.

d) Lampante : huile d'olive de goût défectueux

2. Huiles d'olive raffinées :

a) Huile d'olive pure raffinée : obtenue par le raffinage des huiles d'olive vierges.

b) Huile d'olive de deuxième qualité raffinée : obtenue par le raffinage des huiles extraites au solvant

3. Mélanges d'huiles d'olive :

a) Huile d'olive pure, constituée par un mélange d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive pure raffinée

b) Huile d'olive de coupage, constituée par un mélange d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive de deuxième qualité raffinée.

4. Huiles industrielles :

Obtenues par le traitement des grignons d'olive au solvant.

5. Types :

Les mélanges peuvent également constituer des types dont les qualités peuvent être déterminées de gré à gré, entre les acheteurs et les vendeurs. Le qualificatif vierge ne pourra pas s'appliquer aux mélanges d'huiles vierges et d'huiles raffinées.

Διεθνής Συμφωνία ἐπὶ τοῦ Ἑλαιολάδου τοῦ 1953 τροποποιηθεῖσα διὰ τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς 3-4-1958. Αἱ συμβαλλόμεναι ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Κυβερνήσεις συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Γενικοὶ Σκοποί.

Ἄρθρον 1.

Ἡ παρούσα Συμφωνία σκοπὸν ἔχει :

1. Νὰ ἐξασφάλισι νόμιμον συναγωνισμὸν μεταξὺ τῶν παραγωγικῶν καὶ ἐξαγωγικῶν τοῦ ἐλαιολάδου Χωρῶν, εἰς δὲ τοὺς καταναλωτὰς τὴν παράδοσιν ἐμπορεύματος συμφώνου πρὸς τοὺς ὅρους τῶν συναφθέντων συμβολαίων.
2. Νὰ μειώσῃ τὰς δυσχερείας, αἵτινες ἄγουσιν εἰς τὰς διακυμάνσεις τῶν εἰς τὴν ἀγορὰν διαθεσίμων ποσοτήτων ἐλαιολάδου, χωρὶς, ἐν τούτοις, νὰ παρεμποδίζεταί ἡ εἰς τὸ προσεχὲς μέλλον ἀνάπτυξις τῆς τε ζητήσεως καὶ τῆς παραγωγῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Μέλη

Ἄρθρον 2.

Εἰς τὴν Συμφωνίαν δύνανται νὰ μετέσχουν ὅλαι αἱ Κυβερνήσεις τῶν Κρατῶν ἐκείνων, ἅτινα ἐνδιαφέρονται διὰ τὴν παραγωγὴν καὶ τὴν κατανάλωσιν τοῦ ἐλαιολάδου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 3.

1. Διὰ τοῦ ἐν τοῖς ἐπομένοις ὅρου «Συμβούλιον» νοεῖται τὸ Συμβούλιον τοῦ Ἑλαιολάδου τὸ ἰδρυόμενον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 21 τοῦ παρόντος Συμφώνου.

2. Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ» νοεῖται ἡ ἰδρυομένη, ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις, τοῦ ἄρθρου 32 τῆς παρούσης Συμφωνίας, Ἐπιτροπὴ.

3. «Ὡς ἐλαιοπαραγωγικὴ περίοδος» νοεῖται ἡ περίοδος ἡ ἀρχομένη τὴν 1ην Ὀκτωβρίου ἐκάστου ἔτους καὶ λήγουσα τὴν 30ην Σεπτεμβρίου τοῦ ἐπομένου.

4. Ὡς «Κυβέρνησις Χώρας κυρίως παραγωγικῆς» νοεῖται ἡ συμμετέχουσα τῆς Συμφωνίας Κυβέρνησις, τῆς ὁποίας τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἔδάφη, μητροπολιτικά, ἐξαρτώμενα ἢ αὐτόνομα, λαμβανόμενα ἐν τῷ συνόλῳ τῶν, παρήγαγον κατὰ τὰς ἐλαιοπαραγωγικὰς περιόδους 1949]1950 μέχρι 1954]1955, κατὰ μέσον ὅρον, ποσότητα ἐλαιολάδου μεγαλυτέραν τῶν ἀντιστοίχων μέσων ἐτησίων εἰσαγωγῶν τοῦ ἐλαιολάδου κατὰ τὴν περίοδον 1951 μέχρι 1954.

5. Ὡς «Κυβέρνησις Χώρας κυρίως εἰσαγωγικῆς» νοεῖται ἡ συμμετέχουσα εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν Κυβέρνησις τῆς ὁποίας τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἔδάφη, μητροπολιτικά, ἐξαρτώμενα ἢ αὐτόνομα λαμβανόμενα ἐν τῷ συνόλῳ τῶν, παρήγαγον κατὰ τὰς ἐλαιοπαραγωγικὰς περιόδους 1949]1950 μέχρι 1954]1955, κατὰ μέσον ὅρον, ποσότητα ἐλαιολάδου κατωτέραν τῶν ἀντιστοίχων μέσων ἐτησίων εἰσαγωγῶν τοῦ ἐλαιολάδου, κατὰ τὴν περίοδον 1951 μέχρι 1954.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Γενικαὶ Ὑποχρεώσεις τῶν Συμμετεχουσῶν Κυβερνήσεων.

Ἄρθρον 4.

Πρόγραμμα οἰκονομικῶν διευθετήσεων καὶ τακτοποιήσεων. Ἐκάστη συμμετέχουσα Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται νὰ μὴ λαμβάνῃ μέτρα ἀντίθετα πρὸς τὰς διὰ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας συμφωνηθείσας ὑποχρεώσεις καὶ τοὺς γενικοὺς σκοποὺς τῆς Συμφωνίας τοὺς ὀριζομένους ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 5.

Μέτρα εὐνοοῦντα τὴν ἀνάπτυξιν ἀνταλλαγῶν καὶ τὴν κατανάλωσιν ἐλαιολάδου.

Ἐκάστη συμμετέχουσα Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν

ὑποχρέωσιν νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα ἅτινα θεωρεῖ κατάλληλα πρὸς διευκόλυνσιν τῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς καταναλώσεως τοῦ ἐλαιολάδου. Ὑποχρεοῦται ἐπίσης νὰ μὴ ἐπιβάλλῃ περιορισμοὺς εἰς τὴν παραγωγὴν τοῦ ἐλαιολάδου.

Ἄρθρον 6.

Διατήρησις δικαίων ὄρων ἐργασίας.

Αἱ συμμετέχουσαι Κυβερνήσεις δηλοῦν ὅτι, διὰ νὰ ἐξυψώσουν τὸ βιοτικὸν ἐπίπεδον τῶν πληθυσμῶν καὶ νὰ ἀποφύγουν τὴν εἰσαγωγὴν μεθόδων ἀθεμίτου συναγωνισμοῦ εἰς τὸ παγκόσμιον ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου, θὰ προσπαθῇσιν νὰ διατηροῦν δικαίαν συνθήκας ἐργασίας εἰς ὅλους τοὺς τομεῖς τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς ἢ τῶν παραγωγῶν τῆς ἐλαιοκαλλιέργειας.

Ἄρθρον 7.

Πληροφορία—Ἐγγραφοὶ ἀποδείξεις.

Αἱ συμμετέχουσαι Κυβερνήσεις ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀνακοινῶν καὶ νὰ παρέχουν εἰς τὸ Συμβούλιον ὅλα τὰ ἀναγκαζοῦντα αὐτῷ στατιστικὰ δεδομένα, ὡς καὶ τὰς ἀναγκαίας πληροφορίας, ἵνα τοῦτο εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἐκπληροῖ τὰ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνατιθέμενα εἰς αὐτὸ καθήκοντα, καὶ ἰδίᾳ, πάσας τὰς ὁδηγίας τὰς χρησίμους διὰ τὴν κατὰστροφῶν τοῦ ἀπολογισμοῦ τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς καὶ διὰ τὴν γνῶσιν τῆς ἐθνικῆς πολιτικῆς τῶν συμμετεχουσῶν Κυβερνήσεων ἐπὶ τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Ὀνομασίαι Προελεύσεως καὶ Διεθνεῖς Ὅροι Ἑλαιολάδων.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ ὀνομασία «Ἑλαιόλαδον» ἀφορᾷ τὸ ἐλαίον τὸ λαμβανόμενον ἀποκλειστικῶς ἐκ τοῦ ἐλαιοκάρπου, ἄνευ ἀναμίξεως μετ' ἐλαίου προερχομένου ἐξ οἰοῦντοτε ἄλλου καρποῦ ἢ ἐλαιώδους σπόρου.

2. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν συμμετεχουσῶν Χωρῶν ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταργήσουν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν, ἐντὸς προθεσμίας κατὰ μέγιστον ὅριον δύο ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἐπικυρώσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἀνάγκῃ διὰ τῆς καταλλήλου εἰς ἐκάστην Χώραν νομοθεσίας πᾶσαν χρησιμοποίησιν τῆς ὀνομασίας «ἐλαιόλαδον», μόνης ἢ ἐν συνδυασμῷ μετ' ἄλλων λέξεων, ἡ ὁποία δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ ἄρθρον.

Ἄρθρον 9.

1. Διὰ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον, οἱ ὅροι ἐλαιολάδων διαφόρων ποιότητων παρέχονται ἐν τῷ παραρτήματι «Α» τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὸ ὅποion καθορίζει δι' ἑκαστον ὅρον τὸν ἀντίστοιχον χαρακτηριστικὸν ὅρισμόν.

2. Οἱ ὅροι οὗτοι δέον ὑποχρεωτικῶς νὰ χρησιμοποιῶνται δι' ἐκάστην ποιότητα ἐλαιολάδου καὶ νὰ παρίστανται διὰ τὰ μάλιστα εὐαναγνώστων στοιχείων ἐφ' ἀπασῶν τῶν συσκευασιῶν.

Ἄρθρον 10.

1. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν συμμετεχουσῶν Χωρῶν ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ λάβουν πάντα τὰ μέτρα ἅτινα, ἐν τῷ πλαίσιῳ τῆς ἐσωτερικῆς τῶν νομοθεσίας, ἐξασφαλίζουν τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἀρχῶν καὶ τῶν διατάξεων αἵτινες καθορίζονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 8, 9, 11 καὶ 12 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Ἀναλαμβάνουν ἰδίᾳ τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀπαγορεύουν καὶ κολάζουν τὴν χρησιμοποίησιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῶν, διὰ σκοποὺς διεθνῶν ἀνταλλαγῶν, ὀνομασιῶν προελεύσεως καὶ ὀρισμῶν ἐλαιολάδων ἀντιθέτων πρὸς τὰς ἀρχὰς ταύτας. Ἡ ὑποχρέωσις αὕτη ἀφορᾷ πάσας τὰς μνείας τὰς τεθειμένας ἐπὶ τῶν συσκευασιῶν, τῶν τιμολογίων, τῶν φορτωτικῶν καὶ ἐμπορικῶν ἐγγράφων, ὡς καὶ εἰς τὰς διαφημίσεις, τὰ σήματα, ὀνόματα ἐπισήμως κατακεχωρισμένα καὶ εἰκονογραφίας ἀναφερομένας εἰς τὴν διεθνή ἐμπορίαν τῶν ἐλαιολάδων, ἐφ' ὅσον αἱ ὡς ἄνω μνεῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ δημιουργήσουν

ψευδεῖς ἐνδείξεις ἢ νὰ προκαλέσουν σύγχυσιν ἐπὶ τῆς προελεύσεως ἢ τῆς ποιότητος τῶν ἐλαιολάδων.

Ἄρθρον 11.

1. Αἱ ὀνομασίαι προελεύσεως ὁσάκις παρέχονται δὲν θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιῶνται εἰμὴ εἰς παρθένα ἐλαιόλαδα, προερχόμενα ἀποκλειστικῶς ἐκ τῆς χώρας, τῆς περιοχῆς ἢ τοῦ τόπου ὅστις μνημονεύεται ἐν ταῖς ὀνομασίαις ταύταις.

2. Τὰ μίγματα ἐλαιολάδων, οἰαδήποτε καὶ ἐὰν εἶναι ἢ προελεύσεως τῶν δὲν θὰ δύνανται νὰ κερδίζωσιν εἰμὴ τὴν ἐνδειξὴν προελεύσεως τῆς Χώρας ἐξαγωγῆς. Ἐν τοῦτοις, ὁσάκις τὰ ἔλαια θὰ ἔχουν παρασκευασθῇ καὶ ἐξαχθῇ ἐκ τῆς Χώρας τῆς προμηθευσάσης τὰ ἀναμιχθέντα παρθένα ἐλαιόλαδα, ταῦτα θὰ δύνανται νὰ προσδιορίζωνται διὰ τῆς γεωγραφικῆς ὀνομασίας προελεύσεως τοῦ παρθένου ἐλαιολάδου, τοῦ εἰσελθόντος εἰς τὴν σύνθεσιν τοῦ εἰρημένου μίγματος.

Ὅσάκις γίνεται χρῆσις τῆς γενοσῆμου ὀνομασίας «Riviera», γνωστῆς εἰς τὸ Διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ ἐλαιολάδου κοινῶς διὰ μίγματα παρθένου ἐλαιολάδου καὶ «ραφιναρισμένου» τοιοῦτου, τῆς ὀνομασίας ταύτης δέον ὑποχρεωτικῶς νὰ προηγῇται ἡ λέξις «τύπος». Ἡ λέξις «τύπος» δέον νὰ ἐκονίζηται ἐφ' ὅλων τῶν συσκευασιῶν μὲ τυπογραφικούς χαρακτῆρας τῆς αὐτῆς διαστάσεως καὶ τῆς αὐτῆς ἐμφανίσεως μὲ τὴν λέξιν «Riviera».

Ἄρθρον 12.

1. Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ὀνομασίας προελεύσεως, αἱ ἀμφισβητήσεις αἱ ἐγειρόμεναι διὰ τῆς ἐρμηνείας τῶν ὅρων τοῦ παρόντος κεφαλαίου τῆς Συμφωνίας ἢ διὰ τὴν δυσκολίαν ἐφαρμογῆς, αἱ ὁποῖαι δὲν θὰ ἠδύναντο νὰ λυθῶν δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων, θὰ ἐξετάζωνται παρὰ τοῦ Συμβουλίου.

2. Τὸ Συμβούλιον θὰ προβαίη εἰς προσπάθειαν συμβιβασμοῦ μετὰ γνωμάτευσιν τῆς Διεθνοῦς Συνομοσπονδίας τῆς ἐλαιοκαλλιεργείας, μὴδὲ ἀνεγνωρισμένης ἐπαγγελματικῆς ὁργανώσεως τῆς κυρίως εἰσαγωγικῆς Χώρας, καί, ἐὰν θεωρῇ τοῦτο σκόπιμον, μετὰ γνωμάτευσιν τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου καὶ τοῦ μονίμου Διεθνοῦς Γραφείου Ἀναλυτικῆς Χημείας. Εἰς περίπτωσιν ἀποτυχίας καὶ ἀφοῦ θὰ ἔχουν τεθῇ εἰς ἐνέργειαν πάντα τὰ μέσα διὰ τὴν ἐπίτευξιν συμφωνίας, αἱ Κυβερνήσεις τῶν μετεχουσῶν ἐνδιαφερομένων Χωρῶν θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα προσφυγῆς τελεσιδικίως εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Παγκόσμιος ὑπὲρ τοῦ Ἐλαιολάδου προπαγάνδα.

Ἄρθρον 13.

Προγράμματα προπαγάνδας.

1. Αἱ συμμετέχουσαι Κυβερνήσεις ὑποχρεοῦνται ν' ἀναλάβωσιν ἀπὸ κοινοῦ γενικὴν δρᾶσιν προπαγάνδας ὑπὲρ τοῦ ἐλαιολάδου, μὲ σκοπὸν τὴν αὐξήσιν τῆς καταναλώσεως τούτου ἐν τῷ κόσμῳ, στηριζόμεναι εἰς τὴν χρησιμοποίησιν τῆς ὀνομασίας «ἐλαιόλαδον» ὡς αὕτη ὀρίζεται ἐν τῇ πρώτῃ παραγράφῳ τοῦ ἄρθρου 8 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Ἡ δρᾶσις αὕτη θὰ ἀναληφθῇ ὑπὸ τὴν μορφήν διαφωτιστικῆς καὶ διὰ δημοσιευμάτων διαφημιστικῆς ἐκστρατείας, ἀναφερομένης εἰς τὴν γεῦσιν τὸ ἄρωμα καὶ τὸ χρῶμα, ὡς ἐπίσης καὶ εἰς τὰς θρεπτικὰς, θεραπευτικὰς καὶ λοιπὰς τοῦ ἐλαιολάδου ιδιότητας, ἀποκλειομένης πάσης ἐνδείξεως ποιότητος, τόπου παραγωγῆς καὶ προελεύσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 14.

Τὰ δυνάμει τοῦ ὡς ἄνω ἄρθρου 13 ἀναληφθησόμενα γενικὰ ἢ μερικὰ προγράμματα τῆς προπαγάνδας, ἀποφασίζονται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, μετὰ γνώμην καταλλήλων Ὄργανισμῶν καὶ Ἰδρυμάτων, ἀναλόγως τῶν πόρων οἱ ὁποῖοι ἐτέθησαν διὰ τὸν ἐν λόγῳ σκοπὸν εἰς τὴν διάθεσιν του.

Ἄρθρον 15.

Τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐπιφορτισμένον μὲ τὴν διαχείρισιν τῶν πόρων, τῶν προοριζομένων διὰ τὴν κοινὴν προπαγάνδαν

καταρτίζει κατ' ἔτος, ὡς πρᾶρτημα τοῦ προϋπολογισμοῦ του, κατὰστασιν προβλέπουσαν τὰς εἰσπράξεις καὶ τὰς δαπάνας τὰς προοριζομένας διὰ τὴν προπαγάνδαν ταύτην.

Ἄρθρον 16.

Κεφάλαια Προπαγάνδας.

1. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν ὑποχρεοῦνται νὰ θέτουν εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Συμβουλίου, δι' ἕκαστον ἐλαιοπαραγωγικὸν ἔτος διὰ τὴν κοινὴν προπαγάνδαν, χρηματικὸν ποσὸν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου ἐτησίως ὀριζόμενον. Τὸ ποσὸν τοῦτο δέον νὰ μὴ εἶναι κατώτερον τοῦ ἰσχύοντος 300.000 δολλαρίων, ἢ ὡς μὲν Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ θὰ πληρώνονται εἰς τὸ νόμισμα τοῦτο. Οὐχ' ἦττον τὸ Συμβούλιον θὰ δύναιτο νὰ ἀποφασίσῃ κατὰ ποῖαν ἀναλογίαν ἐκάστη Κυβέρνησις θὰ δύναιτο νὰ καταβάλλῃ τὴν εἰσφοράν της εἰς ἕτερα νομίσματα. Αἱ εἰσφοραὶ θὰ καλύπτονται : α) 90 ο/ο τοῦ καταβλητέου ποσοῦ συναρτῆσαι τοῦ μέσου ὅρου τῶν ἐξαγωγῶν ἐλαιολάδου ἐκάστης χώρας, κυρίως παραγωγικῆς, πρὸς τὰς κυρίως εἰσαγωγικὰς Χώρας, κατὰ τὸ χρονικὸν διάστημα τῶν τεσσάρων τελευταίων ἐλαιοπαραγωγικῶν ἐτῶν τῶν προηγηθέντων τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας. Δὲν θεωροῦνται ὡς ἐξαγωγαί, διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἱ ἀνταλλαγαὶ ἐλαιολάδου κατὰ τὴν μίαν ἢ τὴν ἄλλην ἔννοιαν, μεταξὺ τῆς μητροπόλεως καὶ τῶν ἐξαρτωμένων ἢ αὐτονόμων ἐδαφῶν, τῶν ὁποίων αὕτη ἀσφαλίζει τὴν Διεθνῇ Ἀντιπροσωπείαν. β) 10 ο/ο τοῦ καταβλητέου ποσοῦ συναρτῆσαι τοῦ μέσου ὅρου παραγωγῆς ἐλαιολάδου ἐκάστης κυρίως παραγωγικῆς Χώρας κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον.

Διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς εἰσφορᾶς ἐκάστης Χώρας, ὁ ὅρος «Ἐλαιόλαδον» νοεῖται μὲ τὴν ἔννοιαν τὴν ὁποίαν ἔχει εἰς τὴν πρώτῃν παράγραφον τοῦ ἄρθρου 8 τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐξαιρουμένων τῶν βιομηχανικῶν ἐλαίων.

2. Κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς Συμφωνίας ἐκτὸς ἐὰν ἀνανεωθῇ αὕτη, τὰ τυχόν μὴ χρησιμοποιηθέντα κεφάλαια διὰ τὴν προπαγάνδαν θὰ ἐπιστραφοῦν εἰς τὰς συμμετεχούσας Κυβερνήσεις, ἀναλόγως τοῦ συνόλου τῶν εἰσφορῶν τῶν διὰ τὴν προπαγάνδαν ταύτην κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 17.

Ἡ τεχνικὴ ἐκτέλεσις τῶν προγραμμάτων προπαγάνδας δύναιτο ν' ἀνατεθῇ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου εἰς εἰδικὸν Ὄργανισμὸν τῆς ἐκλογῆς του ἀντιπροσωπευτικὸν ἐλαιοπαραγωγικῆς δραστηριότητος, ἰδίᾳ εἰς τὴν Διεθνῇ Ὀμοσπονδίαν ἐλαιοκαλλιεργείας.

Ἄρθρον 18.

Τὸ Συμβούλιον δύναιτο νὰ λαμβάνῃ δωρεὰς Κυβερνήσεων ἢ δημοσίας ἢ ἰδιωτικῆς προελεύσεως διὰ τὴν κοινὴν προπαγάνδαν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Μέτρα Οἰκονομικά.

Ἄρθρον 19.

1. Τὸ Συμβούλιον ὀφείλει, εἰς τὴν ἀρχὴν ἐκάστης παραγωγικῆς περιόδου, νὰ προβαίη εἰς λεπτομερῆ ἐξέτασιν τῶν ἐλαιοπαραγωγικῶν καταστάσεων καὶ εἰς γενικὴν ἐκτίμησιν τῶν πόρων καὶ ἀναγκῶν εἰς ἐλαιόλαδον ἐπὶ τῇ βάσει τῶν πληροφοριῶν τῶν παρεχομένων ὑφ' ἐκάστης συμμετεχούσης Κυβερνήσεως, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7 τῆς παρούσης Συμφωνίας, τῶν στατιστικῶν δεδομένων τῶν τηρουμένων παρὰ τοῦ Συμβουλίου, καὶ ἐπὶ τῇ βάσει πασῶν τῶν ἄλλων πληροφοριῶν τῶν ἀπ' εὐθείας ὑπ' αὐτοῦ συλλεγομένων.

2. Τὸ Συμβούλιον θὰ προβαίη εἰς νέαν ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως πόρων καὶ ἀναγκῶν εἰς ἐλαιόλαδον : α) Καθ' ἕκαστον ἔτος, μετὰ τὴν συγκομιδὴν καὶ τὸ βραδύτερον τὴν 30ὴν Ἀπριλίου. β) Ὅσάκις ἀξιοσημείωτος μεταβολὴ τῆς καταστάσεως ἤθελε ἀπαιτῆσαι τοῦτο.

3. Ἐπὶ τῇ βάσει τῶν συμπερασμάτων εἰς τὰ ὁποῖα θὰ ἔχῃ καταλήξει μετ' ἐξέτασιν ἐλαιοπαραγωγικῶν καταστάσεων ἐκάστης χώρας καὶ τὴν ἐκτίμησιν τῆς ὀλικῆς καταστάσεως πόρων καὶ ἀναγκῶν, τὸ Συμβούλιον θὰ ὑποβάλῃ τὰς

ενδεικνυόμενας ὡς καταλλήλους συστάσεις πρὸς τὰς συμμετεχούσας εἰς τὴν Συμφωνίαν Κυβερνήσεις, ἐπὶ σκοπῷ τακτοποιήσεως τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου.

Ἄρθρον 20.

Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν γενικῶν σκοπῶν, τῶν ὀριζομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 1 τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῆς τακτοποιήσεως τῆς ἀγορᾶς τοῦ ἐλαιολάδου καὶ ἐπὶ τῷ τέλει ἐξαλείψεως τῶν ἀνισοτήτων μεταξύ Διεθνῶς προσφορᾶς καὶ ζητήσεως, τῶν προσερχομένων ἐκ τῆς μὴ κανονικότητος τῶν συγκομιδῶν, τὸ Συμβούλιον θὰ μελετήσῃ ἀπὸ τῆς ἐγκαταστάσεως του καὶ θὰ προτείνῃ, εὐθύς ὡς τοῦτο καταστήσῃ δυνατόν, εἰς εἰς τὰς συμμετεχούσας Κυβερνήσεις πᾶν μέτρον οἰκονομικῆς, δημοσιονομικῆς καὶ τεχνικῆς τάξεως συμπεριλαμβανομένης τῆς ἰδρύσεως ἐνὸς Διεθνῶς Ταμείου ἐλαιοπαραγωγῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII.

Διαχείρισις

Ἄρθρον 21.

Ἰδρύεται Συμβούλιον ἐλαιοπαραγωγῆς ἐπιφορτισμένον μετὰ τὴν Διοίκησιν καὶ τὴν διαχείρισιν τῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 22.

Ἀρμοδιότητες τοῦ Συμβουλίου.

1. Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν λειτουργιῶν διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως τῶν τῆς Συμφωνίας αἵτινες τῷ ἀντίθενται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ὅρων τῆς παρούσης καὶ ἀνεξαρτήτως τῶν εἰδικῶν ἀρμοδιοτήτων του τόσον τῶν ἀφορώντων εἰς τὸ κοινὸν κεφάλαιον προπαγάνδας ὅσον, ἐνδεχομένως, καὶ τὸ Διεθνὲς Ταμεῖον τοῦ Ἐλαιολάδου, τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐπιφορτισμένον νὰ προαγάγῃ τὴν δρᾶσιν ρυθμίσεως καὶ ἀναπτύξεως τῆς παγκοσμίου οἰκονομίας τῆς ἐλαιοπαραγωγῆς διὰ πικνὸς μέσου ἐνισχύσεως, ἐντὸς τῶν δυνατοτήτων του εὐρισκομένου καὶ ἀφορῶντος τὸν τομέα τῆς παραγωγῆς τῶν ἀντικ' λαγῶν καὶ τῆς καταναλώσεως.

2. Τὸ Συμβούλιον ἐξετάζει τὰ μέσα ἐξασφαλίσεως δευτέρας αὐξήσεως τῆς καταναλώσεως τοῦ ἐλαιολάδου. Εἶναι ἰδίᾳ ἐπιφορτισμένον νὰ ὑποβάλλῃ εἰς τὰς συμμετεχούσας Κυβερνήσεις ἀπάσας τὰς συστάσεις τὰς χρησίμους διὰ τὴν ἀποδοχὴν διεθνῶς τύπου συμβάσεως. Εἶναι ἐπιφορτισμένον ἐπίσης μετὰ τὴν λειτουργίαν Διεθνῶν Γραφείων Διαιτησίας, μετὰ τὴν ἐνοποίησιν τῶν φυσικῶν καὶ χημικῶν κανόνων τοῦ ἐλαιολάδου, ὡς ἐπίσης καὶ μετὰ τὴν ἐνοποίησιν τῶν μεθόδων ἀναλύσεως τοῦ ἐλαιολάδου.

3. Τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐπιφορτισμένον νὰ ἀναλάβῃ τὴν σύνταξιν κώδικος τῶν καθαρῶν καὶ παγίων ἐθίμων τοῦ Διεθνῶς ἐμπορίου τοῦ ἐλαιολάδου, ἰδίᾳ ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἀπομειώσεις (ἀνοχὴν ποσοστῶν ξένων ὑλῶν, ὕδατος κ.λ.π.) Δύναται ἐπίσης νὰ ἀναλάβῃ μελέτας ἐπὶ τῶν προβλημάτων τῶν ἀφορώντων τὸ ἐλαιόλαδον, τὴν ρύθμισιν τῆς ἐλαιοπαραγωγικῆς ἀγορᾶς καὶ τὴν ἀνάπτυξιν αὐτῆς.

4. Ἐπὶ πλέον τὸ Συμβούλιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀναλαμβάνῃ ἄλλας ἐργασίας, ἰδίᾳ τὴν ἀναζήτησιν λεπτομερῶν πληροφοριῶν ἀφορώσων εἰς εἰδικὴν βοήθειαν, ὑπὸ διαφόρους μορφάς, τὰς δραστηριότητας διὰ τὴν παραγωγὴν τῆς ἐλαίας, ὥστε νὰ δύναται νὰ διατυπώσῃ πάσας τὰς ὑποδείξεις, ἃς κρίνει προσφόρους τόσον εἰς τὸ σύνολον τῶν σκοπῶν τῶν ἀπαριθμημένων εἰς τὸ πρῶτον ἄρθρον, ὅσον καὶ εἰς τὰ προβλήματα τὰ ἀφορῶντα τὸ ἐλαιόλαδον. Πᾶσαι αἱ μελέται αὗται δεόν νὰ ἀναφέρονται εἰς τὸν κατὰ τὸ δυνατόν μεγαλύτερον ἀριθμὸν Χωρῶν καὶ νὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς γενικὰς Κοινωνικὰς καὶ Οἰκονομικὰς συνθήκας τῶν ἐνδιαφερομένων Χωρῶν.

5. Αἱ δυνάμει τῶν παραγράφων 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναληφθεῖσαι μελέται, ἐκτελοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς ἐνδεχομένας ὁδηγίας τοῦ Συμβουλίου, τὸ ὁποῖον θὰ δύναται πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, νὰ χρησιμοποιοῖ ἐν ἀνάγκῃ τὰς ὑπηρεσίας τῆς Διεθνῶς Ὀμοσπονδίας τῶν ἐλαιοκαλλιεργητῶν, ἥτις θεωρεῖται ὡς εἰδικευμένη διεθνὴς τεχνικὴ ὁργάνωσις μὴ Κυβερνητικῆ.

6. Αἱ συμμετέχουσαι Κυβερνήσεις ἀποδέχονται νὰ γνωστοποιῶν εἰς τὸ Συμβούλιον τὰ συμπεράσματα εἰς τὰ ὁποῖα θὰ ὁδηγῇ ταύτας ἡ ἐξέτασις τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ πρῶτον ἄρθρον συστάσεων καὶ ἀποδείξεων.

Ἄρθρον 23.

1. Τὸ Συμβούλιον καταρτίζει ἐσωτερικὸν κανονισμὸν σύμφωνα πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας. Τηρεῖ τὰ βιβλία καὶ στοιχεῖα ἅτινα εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τοῦτο διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνατιθεμένων αὐτῷ λειτουργιῶν, ὡς ἐπίσης καὶ πᾶν ἕτερον κατὰ τὴν κρίσιν του χρησίμους βιβλίον ἢ στοιχεῖον. Ἐν περιπτώσει ἀσυμφωνίας μεταξύ τοῦ, ὡς δεκτοῦ γενομένου, ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ καὶ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπερισχέει ἡ Συμφωνία.

2. Τὸ Συμβούλιον συντάσσει, καταρτίζει, καὶ δημοσιεύει πάσας τὰς ἐκθέσεις, μελέτας, γραφικὰς παραστάσεις, ἀναλύσεις καὶ ἕτερα στοιχεῖα, τὰ ὁποῖα ἤθελε κρίνει χρήσιμα καὶ ἀναγκαῖα.

3. Τὸ Συμβούλιον δημοσιεύει, ἅπαξ, τοῦλάχιστον, κατ' ἔτος, ἐκθεσιν ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν του καὶ ἐπὶ τῆς λειτουργίας τῆς παρούσης Συμφωνίας.

4. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ μεταβιβάσῃ εἰς τὴν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπὴν ἥτις ἤθελεν ἰδρυθῇ κατὰ τὰς ἀναφερομένας ἐν τῷ ἄρθρῳ 31 προϋποθέσεις, τὴν ἀσκήσιν ἐκάστης τῶν ἐξουσιῶν του καὶ ἐκάστης τῶν λειτουργιῶν του, ἐξαιρέσει τῆς διαχειρίσεως τοῦ Κοινοῦ Ταμείου προπαγάνδας καὶ, ἐνδεχομένως, τοῦ Διεθνῶς Ταμείου τοῦ Ἐλαιολάδου. Τὸ Συμβούλιον δύναται, ὅποτεδήποτε, νὰ ἀνακαλῇ τὴν αὐτὴν μεταβίβασιν ἐξουσιῶν.

5. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ διορίζῃ εἰδικὰς Ἐπιτροπὰς, τὰς ὁποίας κρίνει χρησίμους διὰ τὴν βοήθειάν του ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνατιθεμένων αὐτῷ λειτουργιῶν.

6. Τὸ Συμβούλιον ἀσχεῖ πᾶσαν ἄλλην λειτουργίαν ἀναγκαῖαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 24.

Σύνθεσις τοῦ Συμβουλίου.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐκάστη συμμετέχουσα Κυβέρνησις εἶναι μέλος τοῦ Συμβουλίου μετὰ δικαίωμα ψήφου. Ἐχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιπροσωπεύηται εἰς τὸ Συμβούλιον δι' ἐνὸς ἀντιπροσώπου καὶ δύναται νὰ ὀρίξῃ ἀναπληρωτάς. Ὁ ἀντιπρόσωπος καὶ οἱ ἀναπληρωταὶ δύνανται νὰ συνοδεύωνται κατὰ τὰς συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου ὑπὸ συμβούλων, καθ' ὃ μέτρον κρίνει χρήσιμον ἐκάστη συμμετέχουσα Κυβέρνησις.

2. Ἐὰν μία συμμετέχουσα Κυβέρνησις Χώρας κατ' ἐξουχίαν ἐνδιαφερομένης διὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ τὴν κατανάλωσιν ἐλαιολάδου, ἐκπροσωπῇ διεθνῶς ἐν ἡ περισσότερα ἐδάφη, ἐξηρητημένα ἢ αὐτόνομα, κατ' ἐξουχίαν ἐνδιαφερόμενα διὰ τὴν παραγωγὴν ἢ τὴν ἐξαγωγὴν, ἐλαιολάδου ἢ ἀντιστρόφως, ἡ Κυβέρνησις αὕτη ἔχει δικαίωμα ἐντὸς τοῦ Συμβουλίου, εἴτε εἰς κοινὴν ἐκπροσώπησιν μετὰ τῶν ἐξηρητημένων ἢ αὐτῶν ἐδαφῶν, τῶν ὁποίων ἐξασφαλίζει τὴν διεθνή ἀντιπροσώπευσιν, εἴτε ἐὰν ἐπιθυμῇ τοῦτο, εἰς διάφορον ἀντιπροσώπευσιν ἀπὸ τὴν τοῦ ὡς ἀνωτέρω ὀριζομένου ἢ τῶν ὡς ἀνωτέρω ὀριζομένων ἐδαφῶν.

3. Τὸ Συμβούλιον ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον ὅστις δὲν ἔχει δικαίωμα ψήφου διὰ μίαν ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον. Ὁ Πρόεδρος δὲν ἀμείβεται, ἐκλέγεται δὲ μετὰ τῶν μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν συμμετεχουσῶν Χωρῶν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ὁ Πρόεδρος εἶναι ἀντιπρόσωπος μετὰ δικαίωμα ψήφου, τὸ δικαίωμα τοῦτο τῆς ψήφου θ' ἀσκήσῃ ἕτερον μέλος τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Χώρας του.

4. Τὸ Συμβούλιον, ἐκλέγει ἐπίσης, μεταξύ τῶν μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν τῶν συμμετεχουσῶν Χωρῶν, ἕνα Ἀντιπρόεδρον, ὁ ὁποῖος ἀσχεῖ, ὅπου ἀμειβῆς τὰ καθήκοντά του ἐπὶ μίαν ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον.

5. Τὸ Συμβούλιον ἔχει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐκάστης

συμμετεχούσης Χώρας, και καθ' ὃ μέτρον ἐπιτρέπει τοῦτο ἡ Νομοθεσία τῆς Χώρας ταύτης, τὴν νόμιμον ἱκανότητα τὴν ἀναγκαίαν διὰ τὴν ἀσκήσιν τῶν λειτουργιῶν τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀνατιθεμένων εἰς τοῦτο.

Ἄρθρον 25.

1. Τὸ Συμβούλιον ὁρίζει τὸν τόπον τῆς ἑδρας ἐνθα καὶ συνέρχεται, ἐκτὸς ἐὰν ἀποφασίσῃ νὰ συνέλθῃ κατ' ἐξαίρεσιν εἰς εἰδικὴν συνεδρίασιν ἐν ἄλλῳ τινὶ τόπῳ.

2. Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται δις, τοῦλάχιστον κατ' ἔτος. Ἐπὶ πλέον δύναται ἐπίσης νὰ συνέρχεται ὡσάκις ὁ Πρόεδρος τοῦ θελήσῃ τοῦτο.

3. Ὁ Πρόεδρος συγκαλεῖ ἐπίσης τὸ Συμβούλιον ἐὰν ἡ αἴτησις περὶ συγκλήσεως τοῦτου ὑποβάλλεται ὑπὸ 5 συμμετεχουσῶν Κυβερνήσεων ἢ μιᾶς ἢ πλείονων συμμετεχουσῶν Κυβερνήσεων κατεχουσῶν 10 οἱ 10 τοῦλάχιστον τοῦ συνόλου τῶν ψήφων ἢ τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς.

4. Ὁ Πρόεδρος ὀφείλει νὰ ἀναγγέλῃ ἐκάστην συγκαλουμένην συνεδρίασιν καθ' ἃ προβλέπεται εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐπὶ τῇ ἡμέρᾳ τοῦλάχιστον πρὸ τῆς χρονολογίας καθ' ἣν τοῦτο ὀφείλει νὰ συνέλθῃ.

Ἄρθρον 26.

Οἱ ἀντιπρόσωποι οἱ συγκεντρώνοντες τὰ 2)3 τῶν ψήφων τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ τὰ 2)3 τῶν ψήφων τῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν Χωρῶν συγκροτοῦσιν ὁμοῦ τὴν ἀπαρτίαν κατὰ πᾶσαν συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἡ ἀπαρτία αὕτη δὲν ἐπιτευχθῇ τὴν ὁρισθεῖσαν διὰ τὴν συνεδρίασιν τοῦ Συμβουλίου ἡμέραν, συμφώνως πρὸς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον 25, ἢ ὡς ἄνω συνεδρίασις θὰ ἐπαναληφθῇ μετὰ τριήμερον, τὸ βραδύτερον, ὅποτε τὸ Συμβούλιον εὐρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ ἐφ' ὅσον παρίστανται ἀντιπρόσωποι συγκεντροῦντες τὰ 50 τοῖς ἑκατὸν τοῦλάχιστον τοῦ συνόλου τῶν ψήφων τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων.

Ἄρθρον 27.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ λαμβάνῃ ἀποφάσεις ἄνευ συγκλήσεως συνεδριάσεων, δι' ἀνταλλαγῆς ἀλληλογραφίας μεταξὺ τοῦ Προέδρου καὶ τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι οὐδεμία συμμετέχουσα Κυβέρνησις θὰ φέρῃ ἀντίρρησην εἰς τὴν διαδικασίαν ταύτην. Πᾶσα οὕτω ληφθεῖσα ἀπόφασις ἀνακοινοῦται τὸ ταχύτερον εἰς ἀπάσας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις καὶ καταχωρεῖται εἰς τὰ πρακτικὰ τῆς ἐπομένης συνεδριάσεως τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 28.

1. Αἱ μετέχουσαι εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν Κυβερνήσεις διακρίνονται εἰς δύο ομάδας : εἰς τὴν τῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ εἰς τὴν τῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν τοιούτων.

2. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν κυρίως παραγωγικῶν Χωρῶν διαθέτουν εἰς τὸ συμβούλιον μίαν ψήφον ἀνὰ χιλίους τόννους ἐλαιολάδου παραχθέντος κατὰ μέσον ὅρον ἐτησίως κατὰ τὴν περίοδον τοῦ 1949)1950 ἕως 1954)55, χωρὶς οὐδεμία Κυβέρνησις νὰ δύναται νὰ διαθέτῃ ὀλιγότερον τῆς μιᾶς ψήφου εἰς τὸ Συμβούλιον.

3. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν τοῦ ἐλαιολάδου Χωρῶν διαθέτουν εἰς τὸ Συμβούλιον ἀριθμὸν ψήφων ἴσον πρὸς τὰ 250)0 τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τῶν παρεχομένων εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν κυρίως παραγωγικῶν Χωρῶν. Αἱ ψήφοι αὗται κατανέμονται μεταξὺ αὐτῶν κατ' ἀναλογίαν τοῦ μέσου ὅρου τῶν εἰσαγωγῶν τῶν κατὰ τὰ ἔτη 1951-1954 χωρὶς οὐδεμία Κυβέρνησις νὰ δύναται νὰ διαθέτῃ ὀλιγότερον τῆς μιᾶς ψήφου εἰς τὸ Συμβούλιον.

4. Δὲν ὑπάρχει κλάσμα ψήφου.

5. Ἐὰν μετέχουσα Κυβέρνησις ἐπικαλουμένη τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 24 ζητήσῃ τὴν χωριστὴν ἐκπροσώπησιν ἑνὸς ἢ πλείονων μὴ μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν, ὧν ἐξασφαλίζει τὴν διεθνή ἐκπροσώπησιν, τὸ ἐδαφος τοῦτο ἢ τὰ ἐδάφη ταῦτα κατατάσσονται εἰς τὴν ομάδα τὴν ἀντιστοιχοῦσαν εἰς τὴν κυρίαν τῶν ἐλαιοκομικῶν δραστηριοτήτων, χωρὶς ὁ ἀριθμὸς τῶν ψήφων ἃς διαθέτουν ἐν τῷ συνόλῳ αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις καὶ τὰ ἐδάφη τῶν τὰ

κεχωρισμένως ἐκπροσωπούμενα νὰ δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου.

Ἄρθρον 29.

1. Τὸ Συμβούλιον κατὰ τὴν πρώτην αὐτοῦ συνεδρίασιν θὰ καθορίσῃ τὸν ἀριθμὸν ψήφων τῶν ἀνηκουσῶν εἰς ἐκάστην Κυβέρνησιν, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 28 τοῦ παρόντος.

2. Ἐν συνεχείᾳ τὸ Συμβούλιον θὰ ἐπανεξετάζῃ ἢ θὰ ἀνακατανέμῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ψήφων τῶν ἀνηκουσῶν εἰς ἐκάστην τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων: α) ὡσάκις νέα τις Κυβέρνησις προσχωρῇ εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν, β) ὡσάκις μετέχουσα τις Κυβέρνησις ἀποσύρεται τῆς Συμφωνίας γ) ὡσάκις πραγματοποιοῦνται αἱ ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 24 καὶ τοῦ ἄρθρου 41 τῆς Συμφωνίας προβλεπόμεναι περιπτώσεις.

Ἄρθρον 30.

1. Αἱ ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρεχομένων ψήφων.

2. Ἡ συμμετέχουσα Κυβέρνησις κυρίως παραγωγικῆς Χώρας δύναται νὰ ἐξουσιοδοτῇ τὸν ἔχοντα δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπον ἄλλης κυρίως παραγωγικῆς Χώρας καὶ ἡ Κυβέρνησις κυρίως εἰσαγωγικῆς Χώρας δύναται νὰ ἐξουσιοδοτῇ τὸν ἔχοντα δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπον ἄλλης κυρίως εἰσαγωγικῆς Χώρας νὰ ἐκπροσωποῦν τὰ συμφέροντά των καὶ ν' ἀσκοῦν τὸ δικαίωμα τῆς ψήφου εἰς μίαν ἢ περισσότεράς συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου. Βεβαίως τῆς τοιαύτης ἐξουσιοδοτήσεως δέον νὰ ὑποβάλληται εἰς τὸ Συμβούλιον ὑπὸ τύπον θεωρούμενον παρ' αὐτοῦ ἱκανοποιητικόν. Πάντως ὁ ἔχων τὸ δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπος Χώρας κυρίως παραγωγικῆς δὲν δύναται πλὴν τῶν ἐξουσιῶν καὶ τοῦ δικαιώματος ψήφου τῆς ἰδίας αὐτοῦ Χώρας νὰ ἀντιπροσωπεύσῃ τὰ συμφέροντα καὶ νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ψήφου εἰμὴ μιᾶς μόνον κυρίως παραγωγικῆς Χώρας. Τούναντιον ὁ ἔχων δικαίωμα ψήφου ἀντιπρόσωπος κυρίως εἰσαγωγικῆς Χώρας δύναται, ἐκτὸς τῶν ἐξουσιῶν καὶ τοῦ δικαιώματος ψήφου τῆς ἰδίας αὐτοῦ Χώρας, νὰ ἀντιπροσωπεύσῃ τὰ συμφέροντα καὶ ν' ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ψήφου περισσότερων κυρίως εἰσαγωγικῶν Χωρῶν.

Ἄρθρον 31.

Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ.

1. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον ἀριθμῇ τὸ ὀλιγότερον 18 μέλη, ὁρίζει μίαν Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπὴν συγκειμένην ἐξ ἀντιπροσώπων Κυβερνήσεων ἐπὶ κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν, μετεχουσῶν εἰς τὴν Συμφωνίαν ἐκ τῶν ὁποίων αἱ 5 ἔχουν τὴν ὑψηλότεραν παραγωγὴν ἐλαιολάδου καὶ ἐξ ἀντιπροσώπων Κυβερνήσεων πέντε κυρίως εἰσαγωγικῶν Χωρῶν, μετεχουσῶν εἰς τὴν Συμφωνίαν ἐκ τῶν ὁποίων αἱ δύο πραγματοποιοῦν τὰς ὑψηλότερας εἰσαγωγὰς ἐλαιολάδου.

2. Ἐὰν τὸ Συμβούλιον ἀριθμῇ ὀλιγότερα τῶν 18 μελῶν, δύναται νὰ ὀρίσῃ Ἐκτελεστικὴν Ἐπιτροπὴν συντιθεμένην κατὰ τὴν ἀναλογίαν τῶν 3)5 καὶ τῶν 2)5 ἐξ ἀντιπροσώπων Κυβερνήσεων μετεχουσῶν Χωρῶν κυρίως παραγωγικῶν καὶ μετεχουσῶν Χωρῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν.

3. Τὰ μέλη τῆς ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς ὀρίζονται διὰ μίαν ἐλαιοπαραγωγικὴν περίοδον ἐξ ἐκάστης τῶν ομάδων. Ταῦτα δύνανται νὰ ἐπανεκλέγονται.

4. Ἡ Ἐκτελεστικὴ Ἐπιτροπὴ ἀσκήσῃ οἷας ἐξουσίας καὶ οἷας λειτουργίας τοῦ Συμβουλίου συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 4 τοῦ ἄρθρου 23 ἔχουσι μεταβιβασθῇ εἰς αὐτήν.

5. Ὁ Πρόεδρος τοῦ Συμβουλίου εἶναι αὐτοδικαίως καὶ Πρόεδρος τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς δὲν ἔχει δικαίωμα ψήφου.

6. Ἡ Ἐπιτροπὴ καταρτίζει τὸν ἐσωτερικὸν αὐτῆς κανονισμόν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως τούτου ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου.

7. Ἐκαστον μέλος τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς διαθέτει μίαν ψήφον. Εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν αἱ ἀποφάσεις λαμβάνονται καὶ ἂ πλειοψηφίαν τῶν παρόντων μελῶν.

8. Πᾶσα συμμετέχουσα Κυβέρνησις ἔχει τὸ δικαίωμα

ἐφέσεως εἰς τὸ Συμβούλιον ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τὰς ὁποίας τοῦτο δύναται νὰ καθορίζη κατὰ πάσης ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἡ ἀπόφασίς της παραμένει ἐκκρεμῆς μέχρι τῆς ἡμέρας γνωστοποιήσεως τῆς ἐπὶ τῆς ἐφέσεως ἀποφάσεως. Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ ἀπόφασις τοῦ Συμβουλίου δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὴν ἀπόφασιν τῆς Ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς ἡ ἀπόφασις αὕτη τροποποιεῖται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 32.

Γραμματεία.

1. Τὸ Συμβούλιον κέκτηται Γραμματεῖαν ἀποτελουμένην ἐξ ἐνὸς Διευθυντοῦ καὶ τοῦ ἀναγκαίου διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν αὐτοῦ προσωπικοῦ. Τὸ Συμβούλιον θὰ ὀρίσῃ τὸν Διευθυντὴν καὶ θὰ καθορίσῃ τὰς ἀρμοδιότητάς του. Τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ θὰ διορισθῶν συμφώνως πρὸς τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους θὰ καταρτίσῃ τὸ Συμβούλιον. Θὰ τοῖς ἀπαγορευθῇ ν' ἀσκοῦν λειτουργήματα ἕτερα τῶν τῆς ὁργανώσεως, ἢ νὰ δέχωνται ἐτέρας ὑπηρεσίας. Ὁ Διευθυντὴς θὰ ἀπευθύνεται εἰς τὸ Συμβούλιον διὰ τὴν ἐπίτευσιν τῆς ἐγκρίσεως τούτου ἐπὶ τῶν ὄρων προσλήψεως παντὸς ἄλλου προσωπικοῦ ὅπερ θὰ προσελαμβάνετο ὡς βοηθητικόν.

2. Προϋπόθεσις διὰ τὴν πρόσληψιν Διευθυντοῦ καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γραμματείας θὰ εἶναι νὰ μὴ ἔχουν οὗτοι ἐμπορικὸν ἢ οἰκονομικὸν τι ἐνδιαφέρον εἰς οἰονδήποτε κλάδον τῆς Βιομηχανίας τοῦ ἐλαιολάδου ἢ εἰς ἄλλας συνδεομένας πρὸς τὴν βιομηχανίαν, ταύτην ἐργασίας ἢ νὰ ἀπαρνηθῶν τὰ ἐνδιαφέροντά των ταῦτα.

3. Αἱ λειτουργίαι τοῦ Διευθυντοῦ καὶ τῶν μελῶν τῆς Γραμματείας θὰ ἔχουν χαρακτῆρα ἀποκλειστικῶς διεθνῆ. Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων των δὲν θὰ ζητοῦν οὐδὲ θὰ δέχωνται ὁδηγίας Κυβερνήσεως ἢ Ἀρχῆς ξένης πρὸς τὴν Ὁργάνωσιν. Θὰ ἀπέχουν δὲ πάσης πράξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των ὡς λειτουργῶν Διεθνούς Ὁργανώσεως.

4. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις θὰ σέβωνται τὸν Διεθνῆ χαρακτῆρα τῶν λειτουργιῶν τῆς Γραμματείας καὶ δὲν θὰ ἀναζητοῦν νὰ ἐπηρῆζουν ταῦτα κατὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων των.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΧ.

Οἰκονομικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 33.

1. Τὰ ἔξοδα τῶν ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὸ Συμβούλιον καὶ τῶν μελῶν τῆς ἐκτελεστικῆς Ἐπιτροπῆς βαρύνουν τὰς ἀντιστοίχους Κυβερνήσεις των. Αἱ λοιπαὶ ἀπαραίτηται διὰ τὴν διοίκησιν τῆς παρούσης συμφωνίας δαπάναι, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἀμοιβῶν τῶν καταβαλλομένων ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, καλύπτονται ἐκ τῶν ἐτησίων εἰσφορῶν τῶν συμμετεχουσῶν εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Κυβερνήσεων. Ἡ ἐτησία εἰσφορά ἐκάστης κυρίως παραγωγικῆς Χώρας εἶναι ἀνάλογος πρὸς τὸν ἀριθμὸν τῶν ψήφων τοὺς ὁποίους θὰ ἔχῃ αὕτη, ὅταν θὰ ἐγκριθῇ ὁ προϋπολογισμὸς τοῦ ἐν λόγῳ παραγωγικοῦ ἔτους. Ἡ εἰσφορά τῶν κυρίως εἰσγωγικῶν Χωρῶν θὰ ὀρισθῇ δι' εἰδικῆς συμφωνίας, μεταξὺ ἐκάστης τούτων καὶ τοῦ Συμβουλίου ἀναλόγως τῆς σπουδαιότητός των εἰς τὴν ἐλαιοπαραγωγικὴν οἰκονομίαν.

2. Κατὰ τὴν πρώτην αὐτοῦ Συνεδρίασιν, τὸ Συμβούλιον ἐγκρίνει προσωρινὸν προϋπολογισμὸν καὶ προσδιορίζει τὸ ποσὸν τῆς ὑφ' ἐκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως καταβλητέας εἰσφορᾶς διὰ τὸ πρῶτον ἐλαιοπαραγωγικὸν ἔτος. Κατὰ τὴν διάρκειαν ἐκάστου ἔτους τὸ Συμβούλιον ψηφίζει διὰ τὸ ἐπόμενον ἐλαιοπαραγωγικὸν ἔτος προϋπολογισμὸν του καὶ ὀρίζει τὸ ποσὸν τῆς ὑφ' ἐκάστης μετεχούσης Κυβερνήσεως καταβλητέας εἰσφορᾶς διὰ τὸ ἐν λόγῳ προσεχές ἔτος.

3. Ἡ ἀρχικὴ εἰσφορά πάσης μετεχούσης εἰς τὴν Συμφωνίαν δυνάμει τοῦ ἁρθροῦ 36 Κυβερνήσεως, ὀρίζεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀναγνωρισθέντων εἰς αὐτὴν ψήφων καὶ τοῦ κλάσματος τοῦ ἔτους τοῦ ἐπὶτελεσμένου μέχρι τοῦ τέλους τοῦ τρέχοντος παραγωγικοῦ

ἔτους. Ἐν τούτοις αἱ ἤδη ὀρισθεῖσαι διὰ τὰς ἄλλας μετεχούσας Κυβερνήσεις εἰσφοραὶ διὰ τὸ αὐτὸ τρέχον ἔτος δὲν μεταβάλλονται.

5. Αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον εἰσφοραὶ εἶναι ἀπαιτηται κατὰ τὴν ἀρχὴν ἐκάστου παραγωγικοῦ ἔτους δι' ὃ καὶ αἱ εἰσφοραὶ αὗται ὀρίσθησαν καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ νόμισμα τῆς Χώρας ἐνθα ἐδρεύει τὸ Συμβούλιον. Πᾶσα μετέχουσα εἰς τὴν Συμφωνίαν Κυβέρνησις μὴ καταβάλλουσα τὴν εἰσφορὰν της πρὸ τῆς πρώτης Συνεδριάσεως τοῦ Συμβουλίου ἢ ὁποία ἔπεται τοῦ τέλους τοῦ παραγωγικοῦ ἔτους διὰ τὸ ὅποιον αὕτη ἔχει ὀρισθῇ, στερεῖται τοῦ δικαιώματος ψήφου, μέχρις ὅτου θὰ ἔχῃ καταβάλῃ τὴν εἰσφορὰν της ταύτης. Ἐν τούτοις, οὐδενὸς τῶν ἄλλων δικαιωμάτων στερεῖται, οὐδὲ ἀπαλλάσσεται τῶν ὑποχρεώσεων αἱ ὁποῖαι ἀπορρέουσιν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐκτός, ἐάν τὸ Συμβούλιον ἄλλως ἀποφασίσῃ.

6. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Χώρας εἰς ἣν ἐδρεύει τὸ Συμβούλιον ὀφείλει νὰ ἀπαλλάξῃ παντὸς φόρου ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν ἐπιτρεπομένων ὑπὸ τῆς Νομοθεσίας της, τὰ κεφάλαια τοῦ Συμβουλίου καὶ τὰς ἀμοιβὰς ὡς καταβάλλει τοῦτο εἰς τὸ προσωπικόν.

7. Εἰς τὴν ἀρχὴν ἐκάστου ἐλαιοπαραγωγικοῦ ἔτους τὸ Συμβούλιον δημοσιεύει βεβαιωμένην κατάστασιν τῶν ἐσόδων καὶ τῶν ἐξόδων τοῦ προηγούμενου ἔτους.

8. Ἐν περιπτώσει διαλύσεώς του, τὸ Συμβούλιον θὰ λάβῃ τ' ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὸν κανονισμὸν τοῦ παθητικοῦ του, τὴν μετάθεσιν καὶ διαφύλαξιν τῶν ἀρχείων του καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ ὑπάρχοντος ἐνεργητικοῦ του κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τῆς παρούσης συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Χ.

Συνεργασία μεθ' ἐτέρων ὁργανισμῶν.

Ἄρθρον 34.

Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ προβαίῃ εἰς τὰ δέοντα διὰ νὰ συμβουλευθῇ τὴν Ὁργάνωσιν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν (FAO), ὡς ἐπίσης καὶ τὰ κατάλληλα Ἰδρύματα καὶ Ὁργανισμοὺς, Κρατικοὺς ἢ μὴ, καὶ νὰ συνεργάζηται μετ' αὐτῶν. Δύναται ἐπίσης νὰ λαμβάνῃ ἅπαντα τὰ πρόσφορα μέτρα διὰ νὰ ἐπιτρέπηται εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ὡς ἄνω Ὁργανισμῶν νὰ παρίστανται εἰς τὰς Συνεδριάσεις του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙ.

Ἀμφισβητήσεις καὶ ἐνστάσεις.

Ἄρθρον 35.

1. Πᾶσα ἀμφισβήτησις διάφορος τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ ἁρθρῳ 12, σχετικὴ μετὰ τὴν ἐρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἢ ὁποία δὲν κανονίζεται διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν διαπραγματεύσεων, παραπέμπεται, αἰτῆσει μίᾳς μετεχούσης εἰς τὴν Συμφωνίαν Κυβερνήσεως καὶ διάδικου ἐν τῇ διαφορᾷ, εἰς τὸ Συμβούλιον, πρὸς ἀπόφασιν, μετὰ γνώμην, ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, τῆς ὁποίας ἡ σύνθεσις θέλει ὀρισθῇ ὑπὸ τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ τοῦ Συμβουλίου.

2. Ἡ ἡτιολογημένη γνώμη τῆς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ὑποβάλλεται εἰς τὸ Συμβούλιον, τὸ ὁποῖον λύει τὴν διαφορὰν ἐξετάζον ἅπαντα τὰ στοιχεῖα χρησίμων πληροφοριῶν.

3. Αἰτίαις, καθ' ἣν μετέχουσα Κυβέρνησις δὲν ἐξεπλήρωσε τὰς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπομένας ὑποχρεώσεις της, παραπέμπεται, αἰτῆσει τῆς διατυπούσης τὴν αἰτίαν μετεχούσης Κυβερνήσεως, εἰς τὸ Συμβούλιον τὸ ὁποῖον λαμβάνει ἀπόφασιν σχετικῶς.

4. Μετέχουσα εἰς τὴν Συμφωνίαν Κυβέρνησις δύναται, κατόπιν ψήφου τοῦ Συμβουλίου, νὰ ἀναγνωρισθῇ ἔνοχος ἀθετήσεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

5. Ἐάν τὸ Συμβούλιον διαπιστώσῃ ὅτι μία μετέχουσα Κυβέρνησις κατέστη ἔνοχος οἰασδήποτε ἀθετήσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας δύναται νὰ ἐπιβάλλῃ εἰς τὴν Κυβέρνησιν ταύτην κυρώσεις ἐξικνουμένας ἀπὸ τῆς ἀπλῆς προειδο-

ποιήσεως περί τῆς ἀναστολῆς τοῦ δικαιώματος ψήφου τῆς μέχρις οὗ ἢ ἐν λόγῳ Κυβερνήσεως ἐκπληρώσει τὰς ὑποχρεώσεις τῆς, ἢ μέχρις ἀκόμη καὶ τοῦ ἀποκλεισμοῦ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης ἐκ τῆς Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XII.

Υπογραφή, ἀποδοχή, ἐναρξίς ἰσχύος καὶ προσχώρησις.

Ἄρθρον 36.

1. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφήν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες ἐκλήθησαν εἰς τὴν διάσκεψιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐλαιόλαδον μέχρι τῆς 1ης Αὐγούστου 1958 εἰς τὴν ἔδραν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

2. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ ὑποβληθῇ πρὸς ἐπικύρωσιν ἢ ἀποδοχὴν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες θὰ τὴν ὑπογράψουν συμφώνως πρὸς τὰς σχετικὰς Συνταγματικὰς διατάξεις ἐκάστης καὶ τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

3. Ἡ παρούσα Συμφωνία εἶναι ἀνοικτὴ διὰ τὴν προσχώρησιν παντὸς Κράτους προσκληθέντος εἰς τὴν διάσκεψιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ ἐλαιόλαδον. Ἡ προσχώρησις θὰ πραγματοποιηθῇ διὰ καταθέσεως ἐγγράφου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Μετὰ τὴν ἐναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς ἐν λόγῳ Συμφωνίας τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ δεχθῇ τὴν προσχώρησιν παντὸς ἄλλου Κράτους μέλους τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Διατροφήν καὶ τὴν Γεωργίαν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι οἱ ὅροι τῆς προσχωρήσεως ταύτης θὰ καθορισθοῦν προηγουμένως διὰ κοινῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους.

4. Πᾶσα Κυβέρνησις καθίσταται μέλος τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως παρὰ αὐτῆς τῆς πράξεως ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεώς της παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

5. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν καθ' ἣν αἱ Κυβερνήσεις πέντε κυρίως παραγωγικῶν Χωρῶν καὶ αἱ Κυβερνήσεις δύο τοῦλάχιστον Χωρῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν θὰ ἐπικυρώσουν ταύτην ἢ θὰ ἔχουσι προσχωρήσει εἰς ταύτην, ἀλλὰ ὅχι πρὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1958 οὔτε μετὰ τὴν 1ην Ὀκτωβρίου 1959. Ἐν τούτοις εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν μόνον 4 Κυβερνήσεις ἐκ τῶν 5 κυρίως παραγωγικῶν Χωρῶν καὶ αἱ Κυβερνήσεις 2 Χωρῶν κυρίως εἰσαγωγικῶν θὰ τὴν ἐπικυρώσουν ἢ θὰ δηλώσουν προσχώρησιν εἰς αὐτήν, εἶναι δυνατόν ὅλοι αἱ Κυβερνήσεις αἵτινες τὴν ἐπικύρωσαν ἢ προσχώρησαν νὰ ἀποφασίσουν διὰ κοινῆς Συμφωνίας, ὅτι ἡ Συμφωνία θὰ ἀρχίσῃ ἰσχύουσα μεταξὺ αὐτῶν. Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης παραγράφου ἢ ἀνάληψις ὑποχρεώσεως ἐκ μέρους μιᾶς Κυβερνήσεως ὅτι θὰ προσπαθῇ τὴν ἐπιτύχειν τὸ δυνατόν ταχύτερον συμφωνίαν πρὸς τὴν ἐκ τοῦ συντάγματος τῆς διαδικασίας τὴν ἐπικύρωσιν ἢ προσχώρησιν εἰς τὴν Συμφωνίαν θὰ θεωρῆται ὡς ἰσαξία πρὸς τὴν ἐπικύρωσιν ἢ τὴν προσχώρησιν.

6. Τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ὀρίσῃ τὰς προϋποθέσεις ὑπὸ τὰς ὁποίας αἱ μὴ ἐπικυρώσασαι ἢ μὴ δεχθεῖσαι τὴν παρούσαν Συμφωνίαν Κυβερνήσεις ἢ ἐκεῖναι αἱ ὁποῖαι δὲν θὰ ἔχουν προσχωρήσει εἰς αὐτήν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος της, αἵτινες ὅμως θὰ ἔχουν γνωστοποιήσει τὴν πρόθεσιν των νὰ ἐπιτύχουν τὸ ταχύτερον δυνατόν μίαν ἀπόφασιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, θὰ δύνανται, ἐφ' ὅσον ἐπιθυμοῦν τοῦτο, νὰ λάβουν μέρος εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τῶν παρατηρητῶν ἄνευ δικαιώματος ψήφου.

7. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις, πᾶσαν ὑπογραφήν, ἐπικύρωσιν ἢ ἀποδοχὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ προσχώρησιν εἰς αὐτήν καὶ θὰ πληροφορῇ τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις διὰ πᾶσαν δικτυπούμενην ἐν προκειμένῳ ἐπιφύλαξιν ἢ τιθεμένην προϋπόθεσιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIII

Διάρκεια, Τροποποιήσις, Ἀναστολή, Ἀνάκλησις, Λήξις, Ἀνανέωσις.

Ἄρθρον 37.

1. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρι τοῦ τέλους τοῦ τετάρτου ἐλαιοκομικοῦ ἔτους, τὸ ἀμέσως ἐπόμενον τῆς θέσεως εἰς ἐφαρμογὴν ταύτης.

2. Τὸ Συμβούλιον θὰ ἀπευθύνῃ πρὸς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις εἰς τὴν, κατὰ τὴν κρίσιν του, κατάλληλον στιγμὴν, τὰς συστάσεις του σχετικῶς μὲ τὴν ἀνανέωσιν ἢ τὴν ἀντικατάστασιν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 38.

1. Εἰς ἃς περιπτώσεις εἰδικὰ περιστατικά, κατὰ τὴν γνώμην τοῦ Συμβουλίου ἐμποδίζουσιν ἢ ἀπειλοῦν νὰ ἐμποδίσουν τὴν κανονικὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης, Συμφωνίας τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συστήσῃ εἰς τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις τροποποιήσιν τῆς Συμφωνίας ταύτης.

2. Τὸ Συμβούλιον ὀρίζει τὴν προθεσίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας ἐκάστη μετέχουσα Κυβέρνησις ὀφείλει νὰ γνωστοποιήσῃ πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἐὰν ἀποδέχεται ἢ ὅχι τὴν προταθεῖσαν τροποποίησιν, δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ἐὰν πρὸ τῆς λήξεως τῆς ταχθείσης προθεσμίας τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἅπασαι οἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις ἀποδεχθῶν τροποποιήσιν τινα, αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀμέσως μετὰ τὴν λήξιν τῆς τελευταίας δηλώσεως ἀποδοχῆς τῆς παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἰδοποιεῖ πάραυτα τὸ Συμβούλιον.

4. Ἐὰν κατὰ τὴν λήξιν τῆς ταχθείσης κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, προθεσμίας, τροποποιήσις τις δὲν γίνηται ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες διαθέτουν τὰ δύο τρίτα τῶν ψήφων ἢ τροποποιήσις αὕτη δὲν τίθεται ἐν ἰσχύϊ.

5. Ἐὰν κατὰ τὴν λήξιν τῆς ταχθείσης, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου προθεσμίας τροποποιήσις τις γίνηται δεκτὴ ὑπὸ τῶν μετεχουσῶν Κυβερνήσεων, αἱ ὁποῖαι διαθέτουν τὰ δύο τρίτα τῶν ψήφων, οὐχὶ ὅμως καὶ ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων ὅλων τῶν μετεχουσῶν Χωρῶν α) Ἡ τροποποίησις τίθεται ἐν ἰσχύϊ διὰ τὰς συμμετεχούσας Κυβερνήσεις, αἵτινες ἔχουν γνωστοποιήσει τὴν ἀποδοχὴν τῆς συμφωνίας πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τοῦ ἐλαιοπαραγωγικοῦ ἔτους, ὅπερ ἀκολουθεῖ μετὰ τὴν λήξιν τῆς ὀρισθείσης προθεσμίας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ παραγράφου. β) Τὸ Συμβούλιον ἄνευ ἀναβολῆς ἀποφασίζει ἐὰν ἢ προταθεῖσα τροποποίησις εἶναι φύσεως τοιαύτης ὥστε αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις, αἱ μὴ ἀποδεχόμεναι ταύτην, πρέπει νὰ ἀποκλεισθῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς ἐν λόγῳ τροποποιήσεως, ὡς ἀναφέρεται ἀνωτέρω, ὅποτε τὸ Συμβούλιον ἀνακοινεῖ τὴν ἀπόφασιν του ταύτην εἰς ὅλας τὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις.

Ἐὰν τὸ Συμβούλιον ἀποφασίσῃ ὅτι ἡ τροποποίησις εἶναι τοιαύτης φύσεως, αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις, αἱ ὁποῖαι δὲν ἀπεδέχθησαν ταύτην, πληροφοροῦν τὸ Συμβούλιον πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως ἐὰν ἐξῆλθον τοῦν νὰ τὴν θεωροῦν ἀπαράδεκτον. Αἱ μετέχουσαι Κυβερνήσεις αἱ ὁποῖαι τοιοῦτοτρόπως ἔκριναν, καὶ ἐκεῖναι αἱ ὁποῖαι δὲν ἐγνωστοποίησαν τὴν ἐν προκειμένῳ ἀπόφασιν των, ἀποκλείονται αὐτομάτως τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς τροποποιήσεως. Ἐν τούτοις, ἐὰν μία τῶν ὡς ἄνω μετεχουσῶν Κυβερνήσεων ἀποδείξῃ εἰς τὸ Συμβούλιον ὅτι ἡμποδίσθη νὰ ἀποδεχθῇ τὴν τροποποίησιν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος της, συμφώνως πρὸς τοὺς ἀνωτέρω ὅρους α) ἐνεκὰ δυσκολιών συνταγματικῆς μορφῆς ἀνεξαρτήτων τῆς θελήσεως της τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀναβάλῃ τὸν ἀποκλεισμόν τῆς Κυβερνήσεως ταύτης, ἕως ὅτου αἱ δυσκολίαι αὗται ὑπερπηδηθοῦν καὶ ἡ συμμετέχουσα Κυβέρνησις κοινοποιήσῃ τὴν ἀπόφασιν της εἰς τὸ Συμβούλιον.

6. Τὸ Συμβούλιον ὁρίζει τοὺς κανόνες κατὰ τοὺς ὁποίους ἀποκαθίσταται ὡς ἐνεργὸν μέλος τοῦ Συμβουλίου μία μετέχουσα Κυβέρνησις, ἥτις προηγουμένως εἶχεν ἀποκλεισθῇ αὐτοῦ, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παραγράφου 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὡς ἐπίσης καὶ τὰς ἀπαραιτήτους προϋποθέσεις διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐν λόγῳ διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 39.

1. Ἐὰν συμμετέχουσα Κυβέρνησις θεωρῇ σοβαρῶς θιγόμενα τὰ συμφέροντά της, ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ὑπογράφουσα Κυβέρνησις τις δὲν ἐπικυρώνει ἢ δὲν ἀποδέχεται τὴν παρούσαν Συμφωνίαν, ἢ λόγῳ τῶν τιθεμένων παρ' αὐτῆς προϋποθέσεων ἢ ἐπιφυλάξεων κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ τὴν ἐπικύρωσιν ἢ τὴν ἀποδοχὴν τῆς Συμφωνίας, ἢ ἐν λόγῳ Κυβερνήσεως γνωστοποιεῖ τοῦτο εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εὐθὺς μετὰ τὴν λήψιν τῆς γνωστοποιήσεως ταύτης ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς πληροφορεῖ τὸ Συμβούλιον, τὸ ὁποῖον ἐπιλαμβάνεται τῆς ἐξετάσεως τοῦ ὡς ἄνω θέματος, εἴτε κατὰ τὴν πρώτην Συνεδριάσιν του, εἴτε εἰς μίαν τῶν ἐπομένων Συνεδριάσεων του ἐφ' ὅσον αὗται γίνονται τὸ βραδύτερον ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως. Ἐὰν μετὰ τὴν ἐξέτασιν τοῦ θέματος παρὰ τοῦ Συμβουλίου, ἡ μετέχουσα Κυβέρνησις ἐξακολουθῇ νὰ θεωρῇ θιγόμενα τὰ συμφέροντά της, δύναται νὰ ἀποσυρθῇ τῆς Συμφωνίας, γνωστοποιούσα τὴν ἀποχώρησιν της εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐντὸς προθεσμίας 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς γνωστοποιήσεως τῆς ἀποφάσεως τοῦ Συμβουλίου.

2. Ἡ διαδικασία ἢ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζεται εἰς τὰς κάτωθι περιπτώσεις: α) Ὅταν συμμετέχουσα Κυβέρνησις τις δηλοῖ ὅτι ἀνεξάρτητοι τῆς θελήσεώς της λόγοι ἐμποδίζουν ταύτην νὰ ἐκπληρώσῃ τὰς ὑποχρεώσεις της τὰς ἀπορροεῦσας ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας. β) Ὅταν μετέχουσα Κυβέρνησις τις θεωρεῖ ὅτι τὰ συμφέροντά της βλάπτονται ἐπικινδύνως συνεπείᾳ ἀποχωρήσεως μιᾶς ἄλλης μετεχούσης Χώρας, ἢ τῆς ἀποχωρήσεως της, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν προβλεπομένων διατάξεων ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 41, ὧν ἢ μέρους τῶν μὴ μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν, τὰ ὁποῖα ἀντιπροσωπεύει ἡ μετέχουσα Χώρα ἢ συνεπείᾳ ἀποχωρήσεως ὠρισμένων ἐκ τῶν ἄνω ἀναφερομένων ἐδαφῶν. γ) Ὅταν μετέχουσα Κυβέρνησις τις θεωρῇ ὅτι τὰ συμφέροντά της βλάπτονται σοβαρῶς συνεπείᾳ μέτρου ληφθέντος ὑπὸ ἐτέρας μετεχούσης Κυβερνήσεως, ἐὰν τὸ μέτρον τοῦτο δὲν ἐλήφθη ἢ δὲν ἐτροποποιήθη συμφῶνως πρὸς τὰς συστάσεις τὰς ὁποίας θὰ ἔχη διατυπώσῃ ἐν προκειμένῳ τὸ Συμβούλιον μετὰ τὴν λήψιν σχετικῆς διαμαρτυρίας. δ) Ὅταν μετέχουσα Κυβέρνησις τις θεωρῇ κατ' ἀντίθεσιν πρὸς ληφθεῖσαν παρὰ τοῦ Συμβουλίου ἀπόφασιν, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 38, ὅτι ἡ ἀποφασισθεῖσα τροποποίησις εἶναι τοιαύτης φύσεως ὥστε νὰ δικαιολογῇ τὴν ἀποχώρησιν της.

3. Πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις δύναται μετὰ γνωστοποίησιν πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν νὰ ἀποσυρθῇ τῆς Συμφωνίας, ἐφ' ὅσον εὐρεθῇ πρὸ σοβαρῶν δυσχερειῶν.

4. Πᾶσα ἀποχώρησις, ἥτις ἤθελε γίνεαι κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἐδαφίων β, γ, καὶ δ τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δέον νὰ γνωστοποιῇται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἀποκτὰ δὲ ἰσχύϊν δύο μηνῶν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τοῦ ἐπομένου ἐλαιοπαραγωγικοῦ ἔτους.

5. Πᾶσα ἀποχώρησις γινομένη κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἐδαφίου α τῆς παραγράφου 2 ἢ τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἰσχύῃ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς ἐν λόγῳ γνωστοποιήσεως παρὰ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 40.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν πληροφορεῖ ἕκαστον ἀναβολῆς ἀπ᾽ αὐτὰς μετεχούσας Κυβερνήσεις διὰ πᾶσαν γνωστοποιήσιν ἀποχωρήσεως ἢ ἐλαβε γνῶσιν.

συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIV

Ἐδαφικὴ ἐφαρμογή.

Ἄρθρον 41.

1. Πᾶσα Κυβέρνησις δύναται, κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς ἐπικυρώσεως τῆς ἀποδοχῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῆς προσχωρήσεως εἰς αὐτὴν ἢ ἐκ τῶν ὑστέρων, νὰ δηλώσῃ διὰ γνωστοποιήσεώς της πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅτι ἡ Συμφωνία ἐπεκτείνεται ἐφ' ὅλων ἢ ἐπὶ μέρους τῶν μὴ μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν, τῶν ὁποίων ἔχει αὕτη τὴν διεθνῇ ἀντιπροσώπευσιν, ὅποτε ἡ Συμφωνία ἐφαρμόζεται ἅμα τῇ λήψει τῆς γνωστοποιήσεως καὶ διὰ τὰ ἀναφερόμενα εἰς ταύτην ἐδάφη.

2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 39 τὰς σχετικὰς μετὰ τὴν ἀποχώρησιν πᾶσα μετέχουσα Κυβέρνησις δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὴν χωριστὴν ἀποχώρησιν ἐκ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐνὸς ἢ ὧν τῶν μὴ μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων ἔχει αὕτη τὴν διεθνῇ ἀντιπροσώπευσιν.

3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θὰ πληροφορήσῃ τὰς μετεχούσας εἰς τὴν Συμφωνίαν Κυβερνήσεις διὰ τὰς τοιαύτας προσχωρήσεις ἢ ἀποχωρήσεις. Εἰς αὐτὰς τούτων οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι δύνανται ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των, ὑπεγράψαν τὴν παρούσαν Συμφωνίαν κατὰ τὰς ἐναντι τῶν ὑπογραφῶν των ἡμερομηνίας. Πάντα τὰ κείμενα τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰς τὰς Ἀγγλικήν, Ἰσπανικὴν καὶ Γαλλικὴν γλώσσας, εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουν κατατελῆ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὁ ὁποῖος διαβιβάζει ἀκριβῆ καὶ κεκυρωμένα ἀντίγραφα εἰς ἀπ᾽ αὐτὰς τὰς Κυβερνήσεις, αἱ ὁποῖαι ἔχουν ὑπογράψῃ ἢ προσχωρήσει εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α'

Ὁνομασίαι καὶ ὁρισμοὶ τῶν ἐλαιολάδων διὰ τὸ Διεθνὲς Ἐμπόριον.

1. Παρθένα ἐλαιόλαδα: Ἐλαιόλαδα ληφθέντα διὰ μηχανικῶν μέσων, ἀποκλειομένης πάσης ἀναμίξεως μετ' ἄλλης φύσεως ἑλαίου, ἢ ἑλαίου ληφθέντα κατ' ἄλλον τρόπον. Τὰ παρθένα ἐλαιόλαδα κατατάσσονται ὡς ἀκολουθῶς: α) «Ἐξτρα» ἐλαιόλαδον ἀνεπιτήκευ γένεως τοῦ ὁποῖου ἡ ὀξύτης, ἐκπερασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ, δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίῃ τὸ 1 ο)ο. β) «Ἀριστον» (FINE): ἐλαιόλαδον μετὰ τὰς ιδιότητες τοῦ «Ἐξτρα», τοῦ ὁποῖου ὅμως ἡ ὀξύτης ἐκπερασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίῃ τὸ 1,5 ο)ο. γ) «Σύνθηες» (Courante): ἐλαιόλαδον μετὰ γέυσιν ἐλαφρῶς ἐλαττωματικὸν τοῦ ὁποῖου ἡ ὀξύτης ἐκπερασμένη εἰς ἐλαϊκὸν ὀξύ δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίῃ τὸ 3 ο)ο μετὰ ἀνοχὴν ἐπ' αὐτῆς 10 ο)ο. δ) «Μειωνεκτικόν» (Lampante) ἐλαιόλαδον μετὰ ἐλαττωματικὴν γέυσιν.

2. Ἀνακαθαρισμένα (Ραφιναρισμένα) ἐλαιόλαδα. α) Γνήσιον ἐλαιόλαδον (ραφινὰν) λαμβανόμενον δι' ἀνακαθαρισμοῦ (ραφιναρίσματος) τῶν παρθένων ἐλαιολάδων. β) Ἐλαιόλαδον 2ας κατηγορίας (ραφιναρισμένον) (ἀνακαθαρισμένον) λαμβανόμενον δι' ἀνακαθαρισμοῦ ἐλαίου ληφθέντος δι' ἐκχυρίσεως τῇ βοήθειᾳ διαλυτικῶν μέσων.

3. Μίγματα ἐλαιολάδων. α) Γνήσιον ἐλαιόλαδον ἀποτελούμενον ἐκ μίγματος παρθένου ἐλαιολάδου καὶ «ραφιναρισμένου» τοιούτου. β) Ἐλαιόλαδον ἀναμίξεως, ἀποτελούμενον ἐκ μίγματος παρθένου ἐλαιολάδου καὶ «ραφιναρισμένου» 2ας κατηγορίας.

4. Βιομηχανικὰ ἑλαία λαμβανόμενα κατόπιν ἐπεξεργασίας τῶν ἐλαιονυρήνων μετὰ βιομηχανικὰ μέσα.

5. Τύποι. Τὰ μίγματα δύναται ἐπίσης νὰ ἀποτελέσων τύπους, τῶν ὁποίων αἱ ἰδιότητες ἰδιόιται δύναται νὰ καθορίζονται ἀπὸ Συμφώνον μεταξὺ ἀγοραστῶν καὶ πωλητῶν.

Τὸ ἐπίθετον «παρθένον» δὲν ἐπιτρέπεται νὰ χρησιμοποιῇται διὰ τὰ μίγματα παρθένων καὶ ἀνακαθαρισμένων (ραφιναρισμένων) ἐλαιολάδων.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1960 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶν πωλυνμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'	Δρχ. 400
2. » » » Β'	» 250
3. » » » Γ'	» 200
4. » » » Δ'	» 400
5. » » Παράρτημα	» 200
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 500
7. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ.»	» 300
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	» 200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	» 2.000

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἐξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'	Δρχ. 20.—
2. » » » Β'	» 12.50
3. » » » Γ'	» 10.—
4. » » » Δ'	» 20.—
5. » » Παράρτημα	» 10.—
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 25.—
7. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κλπ.»	» 15.—
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	» 10.—
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	» 100.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δρχ. 200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων	» 500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939	» 100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	» 500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	» 300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	» 2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἑλλοδοπαῶν ἑταιρειῶν	Δρχ. 1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	» 5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δρχ. 500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	» 200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	» 100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	» 500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	» 500

II. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	» 200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν ὑδάτων	» 500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5 %.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται: εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντὶ ἀποδεικτικοῦ εἰσπραξέως, ὅπερ μερίμνη τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, αἵτινες ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΠΟΝΕΟ 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναπτετέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ